

LA *Spécimen gratuit*
REVUE
DE LA
PRESSE
PARAISSANT TOUS
LES JEUDIS


25 cent. le numéro

Librairie „POLONIA”

LAUSANNE (Schweiz) Maison du Kessel

Alleinvertreter

für Deutschland u Oesterreich-Ungarn

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48 - Compte de chèques I.1301

La "Revue de la Presse"
est en vente dès le jeudi matin.

A nos Abonnés et Lecteurs

L'œuvre de documentation que nous présentons au public a pour but de lui faire connaître l'opinion qui se manifeste dans les pays les plus importants de l'Europe, par la voie des journaux.

Il est, croyons-nous, utile à chacun de connaître exactement les pensées de ses amis et de ses ennemis.

Notre journal se renseignera d'une façon scrupuleusement exacte sur les sources des articles qu'il reproduira en tout ou partie.

L'ÉDITEUR:

*Société Anonyme d'Éditions
pour la Suisse et l'Étranger*

La Revue de la Presse

PARAISANT TOUS LES JEUDIS

ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse par semestre Fr. **4.50**
Etranger **5.50**

L'Administration décline toute responsabilité

quant aux insertions faites par le Service de la publicité.

PRIX DU NUMÉRO

Suisse **25** centimes
Etranger **30**

1^{re} Année

24 Mai 1917

N° 15

FRANCE

Paris-Midi:

Le « New-York Times » dit avec raison que « lorsqu'une denrée importée est réellement et totalement consommée dans le pays d'importation, ce pays n'en exporte pas moins dans les empires centraux une denrée équivalente fabriquée chez lui. Il est donc de notre devoir strict de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher nos produits d'arriver par une voie détournée chez nos ennemis ou de permettre qu'on les ravitaile. »

L'auteur de cet article a longtemps vécu en Allemagne et dans les pays neutres qu'il cite. Il rappelle le fait que le déjeuner dans les grands hôtels de Berlin est presque exclusivement composé de poisson et de fromage. Or, il est indéniable que le poisson vient principalement de Norvège et le fromage de Suisse et de Hollande. Il n'y a donc pas lieu de fournir des vivres à ces pays puisqu'ils en possèdent une quantité telle qu'ils peuvent en fournir une partie à l'Allemagne.

L'Eclair:

Au milieu des préoccupations angoissantes qui nous invitent à réagir par un maximum de précautions et de sévérités, il faut se garder des excès qui paraissent destinés à compenser les faiblesses passées, mais qui dépasserait le but sans profit ou même dangereusement. Le ravitaillement des neutres isolés dans l'incendie universel soulève des problèmes divers qu'il est sage de traiter avec autant de prudence que de solidité, pour n'être pas joués, mais aussi pour ne pas employer des armes qui se retourneraient plus tard contre nous...

Quand on se représente le prix que nous avons payé certaines erreurs d'observation en Grèce, en Roumanie, en Bulgarie, il doit être permis d'avertir ceux qui seraient tentés de continuer les mêmes expériences en Suisse, et de hausser les épaules devant des campagnes qui n'ont pour effet que d'entretenir la méfiance sur la foi de malentendus persistants ou de racontars calomnieux.

Après avoir compté et recompté minutieusement les chiffres officiels de statistique sur l'importation en Suisse, il est ridicule de prétendre qu'elle alimente les empires centraux, quand elle est elle-même si préoccupée de maintenir au taux normal ses stocks de réserve.

Le roman du ravitaillement des empires centraux par la Suisse est apocryphe. La tactique des repréailles pour répondre à des fautes inexistantes ou du rationnement préventif pour doser au compte-goutte les éléments de la vie ordinaire en Suisse n'est pas seulement inique et odieuse: elle est l'expression malveillante d'une absurdité.

« D'abord il y a neutre et neutre. » Ce qui est exact pour

la Suède, la Hollande, etc., ne l'est plus pour la Suisse. Seule, sur ce continent, elle est garantie par un contrat qui n'est pas un cadeau de pure largesse, mais la rançon du service que nous lui avons tous demandé il y a un siècle, et qu'elle nous rend sans hésiter, de tenir ses portes fermées à toute invasion. Avons-nous mesuré pour notre part le nombre de corps d'armée que la certitude du respect de la neutralité suisse nous autorise à économiser dans la région de l'Est?

Bien qu'elle souffre dans son existence matérielle, presque autant que les belligérants, la Confédération n'a pas hésité à dépenser plus d'un milliard pour la mobilisation, l'entretien, l'armement et le dressage de ses troupes. Les spécialistes sont d'avis que cette armée, à laquelle manquait seulement l'entraînement, s'est mise depuis 1914 à la hauteur de toutes les circonstances qui la menacent. C'est bien à ces qualités militaires, incontestées, qu'il convient d'attribuer la déférence avec laquelle le territoire helvétique est scrupuleusement considéré comme intangible, même par des Etats qui ont arboré la thèse du « chiffon de papier » comme une loi suprême.

Le Figaro:

De l'aveu douloureux de Kerensky, l'anarchie russe a déjà permis à l'Allemagne de faire passer de son front Est sur le nôtre 20 divisions. Nous avons maintenant, les Anglais et nous, un effectif de 150 à 155 divisions allemandes devant nous; Hindenburg a porté sa réserve générale à 60 ou 65 divisions par les prélèvements sur le front russe.

Cette révolution russe, si belle à son aurore, qui avait renversé l'Empire des Romanof parce qu'il désorganisait la « guerre sainte » et qui jurait, à l'exemple de la nôtre, de courir tout entière aux frontières, de quelle honte irréparable se couvrirait-elle si elle ne se ressaisit point! Nous combattons et nous saignons, et, eux, les compatriotes de Kutusof et de Tolstoï, ils périssent!...

Le bon et magnifique géant qu'est le peuple russe doit s'arrêter au bord de l'abîme où l'entraînait une minorité de mystiques, de bavards et de traîtres...

Quand l'anarchie, attisée, entretenue, grassement payée par des émissaires de toutes sortes, — par les mêmes agents qui travaillaient hier dans les hautes régions corrompues et par les agents nouveaux qui viennent des pays neutres en train de luxe, — quand l'anarchie se sera bien étendue sur tout le pays dans on ne sait quel horrible mélange d'émeutes nihilistes et de jacqueries, quand elle aura désagrégé toutes les forces jusqu'à la décomposition pestilentielle, alors l'armée allemande — cette même armée qui fraternelle aux tranchées avec les soldats dont les frères, prisonniers, meurent de faim, suppliciés, traités comme on ne traiterait

pas des bêtes, — cette armée s'ébranlera, un matin, au son du fifre, comme pour une simple parade, et, entrant au pas de l'oie dans la Russie bouleversée et impuissante, y rétablira l'ordre, son ordre et lui rendra un tsar. (Je pourrais dire son nom). Alors, les temps maudits de la Horde d'Or paraîtront à de vaines mélancolies des temps heureux. La Russie sera une colonie allemande. Les incalculables richesses de son sol et de son sous-sol, c'est l'Allemagne qui le exploitera à son profit. Ouvriers et moujiks y peineront jour et nuit sous un knout qui fera trouver douce aux épaules la nagaïka des cosaques. La Russie, toute la Sainte Russie, ne sera plus qu'une immense « Maison des Mort », mais plus horrible encore que l'autre, parce qu'elle-même elle aura tué jusqu'à la pitié.

Voilà le dessein allemand. Cela peut-il être? Non, cent fois non, la Russie ne peut pas vouloir que cela soit. Mais il faut vouloir, et vite, que cela ne soit pas.

Voilà pourquoi je salue avec une grande satisfaction l'accord intervenu entre le Comité des délégués ouvriers et soldats — qui a fait la révolution, — et le gouvernement provisoire des parlementaires et des zemstvistes — qui avait cru pouvoir diriger la Révolution.

Le Temps:

A la Chambre des Communes, le représentant du gouvernement britannique a traduit en excellents termes la seule interprétation de la paix sans annexions ni indemnités que l'on puisse admettre. L'Allemagne doit rendre à la France l'Alsace-Lorraine, qui lui fut arrachée en 1871. La protestation de Bordeaux reste immuable. Quarante-cinq ans de souffrances et de persécutions l'ont préservée de la prescription. L'Italie ne peut pas déposer les armes avant d'avoir délivré ses nationaux. La Belgique doit être reconstituée et indemnisée, de même que la Serbie. La paix ne sera pas durable tant que les tronçons des nations opprimées et morcelées ne seront pas réunis par des libérations émancipatrices. Les ravages des pays envahis, les destructions de paisibles marines marchandes, tous les désastres du terrorisme et de la brutalité germaniques ne sauraient rester sans réparation.

C'est ce que doivent comprendre les partis extrêmes qui essayent de diriger la révolution russe et contre lesquels le gouvernement provisoire, craignant de nouveaux écarts, se met à couvert en réclamant l'adhésion préliminaire de son programme. Des explications peuvent démontrer l'accord de ce programme avec celui des Alliés, mais ceux-ci ne se laisseront pas guider hors de la route qu'ils se sont tracée par un comité qui ne représente que lui-même, et n'a pour parler au nom de la nation russe que le mandat qu'il s'est donné.

La Dépêche:

Le discours de Bethmann est peut-être obscur au gré des Allemands; il est, pour les Alliés, suffisamment clair. Le raisonnement du chancelier ne varie pas. Il proclame son désir et celui de l'empereur de mettre un terme au « massacre insensé » des peuples. Mais il veut des bénéfices; il lui faut des annexions à l'Ouest et à l'Est. Lesquelles? On le lui demande en vain. Il se met un doigt sur les lèvres, ou se réfugie dans les subterfuges de la plus détestable hypocrisie. Les Alliés ont dit ce qu'ils veulent; il continue à cacher ses prétentions.

Cependant, il n'est pas de bandit, si rusé soit-il, qui à la longue, ne finisse par laisser voir au moins une partie de ses desseins. Bethmann dit sans le dire qu'il veut des annexions et des indemnités. « Pas plus qu'un programme de renonciation, s'écrit-il, un programme de conquêtes n'aide à avoir la victoire et à terminer la guerre ». Ce qui revient à déclarer que, si les Alliés commettaient l'in vraisemblable faute d'entrer en pourparlers avec l'ennemi, celui-ci leur

présenterait une liste de revendications démesurée, qui s'allongerait encore, au fur et à mesure que la conversation se développerait.

Il faut un toupet extraordinaire ou une inconscience sans limites pour déplorer le « massacre insensé » qu'on a soi-même provoqué.

L'Événement:

S'il est permis d'accorder encore quelque crédit de raison aux esprits défaillants qui aussi bien en France, en Grande-Bretagne, en Italie, qu'en Russie préconisent plus ou moins nettement l'acceptation de négociations immédiates avec Berlin, le langage du chancelier les édifierait sur la triste et périlleuse duperie d'un débat prématuré de nos imprescriptibles droits et nos devoirs plus sacrés encore que nos droits. Avec toute l'autorité officielle qui lui appartient, M. de Bethmann-Hollweg proclame qu'il ne saurait dire si l'Allemagne n'entend pas, comme l'exige M. Roesicke au nom de la droite, annexer le littoral de la Belgique, le bassin minier de la Lorraine et les provinces baltiques. Il s'inspirera des événements militaires et de notre fermeté ou de notre lassitude. Se prêter à des entretiens directs ou indirects, c'est donc fortifier des prétentions que nous sommes résolus à ne jamais admettre. C'est aussi affaiblir nos revendications qui sont intangibles puisque uniquement basées sur la souveraineté de toutes les nations, sur la fondation d'une justice internationale dans l'universelle liberté.

Le Temps:

La réponse du chancelier aux interpellations des conservateurs et des socialistes sur les buts de guerre a été ce que l'on devait attendre après les consultations de M. de Bethmann-Hollweg avec les chefs des groupes du Reichstag et ses voyages au quartier général de Guillaume II ainsi que dans la capitale autrichienne. Les conservateurs réclament les côtes belges, les districts miniers de France, l'appoint des provinces baltiques pour arrondir les territoires arrachés à la Russie par la création du faux royaume de Pologne. Les socialistes préconisent une paix sans annexions ni indemnités, tempérée il est vrai par quelques rectifications de frontières et des avantages économiques. Entre ces deux extrêmes flottent des partis qui adaptent leurs appétits aux circonstances et se sont abstenus de manifester leurs espoirs autrement que par des mouvements de séance. Leurs approbations ont du reste marqué leurs sympathies pour la thèse des garanties nécessaires et du châtement des puissances de l'Entente qui « attaquèrent, il y a trois ans, l'Allemagne », comme le représentant du parti conservateur n'a pas craint de le répéter.

Le chancelier a soigneusement évité de prendre parti, et ceux qui attendaient de la journée d'hier quelque clarté constateront que l'obscurité voulue dans laquelle l'empire allemand enveloppe ses buts de guerre ne s'est en rien dissipée.

M. de Bethmann-Hollweg, qui connaît le danger de rompre en visière avec le parti de l'armée et de la cour, n'a rien dit qui pût lui déplaire, tout en évitant d'ailleurs de se prononcer. Il fallait ménager aussi les camarades de l'antichambre si dociles et si complaisants. Ce n'est vraisemblablement pas par hasard que leur chef, M. Scheidemann, a agité le spectre de la révolution. Comme dans une pièce bien réglée, le chancelier a relevé la menace pour qu'elle fût mieux entendue au-delà de la frontière russe où son effet était escompté et devait améliorer encore la « situation favorable » qu'il croyait pouvoir signaler. Les exigences de la politique intérieure, l'obligation de ménager les conservateurs, qu'il ne saurait mécontenter sans compromettre sa situation, et la nécessité de ne pas enlever à ses socialdémocrates leur principal moyen d'action sur le socialisme intérieur sont les raisons qui ont dicté au chancelier sa ré-

serve. Ne pouvant éviter de parler, il a pris la résolution de s'envelopper de réticences ambiguës et la seule impression qui se dégage nettement de ses paroles, c'est celle d'une duperie générale et d'une mauvaise foi supérieure.

Le peuple allemand appréciera s'il veut continuer à vivre dans l'aveuglement et la légende de l'Allemagne attaquée. Qu'il garde sa foi dans les promesses des Hohenzollern et se nourrisse de la promesse des libertés qui payeront ses sacrifices après la victoire! Les Alliés ont autre chose à faire que de s'arrêter à ces parades. Il n'y a à retenir du discours du chancelier que le passage où M. de Bethmann-Holweg avoue qu'il n'a qu'un seul mobile et que celui-ci consiste «à rechercher une fin heureuse et en même temps rapide de la guerre». Cette fin, les armes ne peuvent plus la lui donner. Le ton général du discours du chancelier montre qu'il ne se fait plus là-dessus aucune illusion. Reste donc la diplomatie, le piège de négociations de paix séparée et le travail de désagrégation sur les Alliés avec ou sans le concours des neutres. C'est la nouvelle ligne Hindenburg de la politique germanique.

L'Echo de Paris:

On s'est demandé pendant quinze jours si le chancelier Bethmann parlerait sur les buts de guerre, ou bien s'il ne dirait rien. Comme les deux systèmes lui paraissaient dangereux, il a trouvé, suivant sa coutume, une de ces formules transactionnelles qui concilient tout et qui ne satisfont personne: il a parlé, mais pour ne rien dire.

Excelsior dit, à propos de la conférence de Stockholm:

Les socialistes minoritaires allemands refusent de s'y rendre pour ne pas s'y rencontrer avec Scheidemann; les socialistes majoritaires français refusent pour la même raison, tandis que, chez nous, ce sont les minoritaires qui ont accepté l'invitation. En Russie, les socialistes patriotes, avec Plekhanof, et les pacifistes, avec Lenine, s'abstiennent également, tandis que le tiers parti ira à la conférence.

L'Echo de Paris:

Les majoritaires confirment leur volonté de n'aller point à Stockholm et de refuser à tout socialiste français aucun mandat pour la conférence. Ils caractérisent bien cette conférence et la déclarent «suspecte». Puis ils font avec netteté le procès de l'Internationale, qui n'a point empêché la guerre, ni protesté contre l'agression boche, et qui a «fléchi»:

Il termine ainsi:

«Le parti socialiste dépose devant l'Internationale une demande de mise en accusation des représentants coupables et félons du socialisme autrichien et allemand.» Jamais encore les meneurs de la majorité socialiste ne s'étaient exprimés avec cette honorable hardiesse. C'est parfaitement bien: pourvu que ce texte soit un ultimatum; pourvu que la majorité soit décidée à le maintenir; pourvu qu'ayant exactement vu la vérité elle ne se laisse plus aveugler par les faux-semblants et qu'elle ne cède pas, qu'elle ne cède ni aux intrigues de l'Internationale boche ou neutre au service des Boches. Le texte est bon, s'il est sérieux: nous saurons bientôt s'il a sauvé l'honneur du socialisme français.

Le Matin:

Si parmi nos amis d'Espagne quelques-uns trébuchent et tâtonnent, c'est que la crise qui secoue la Russie a produit sur eux la plus profonde et la plus détestable impression. Je vise ici les «alliophiles» qui, même aux heures sombres, ne nous ont jamais marchandé les manifestations d'une

sympathie que la gravité des événements rendait encore plus touchante. Or, eux aussi, sont atteints.

Comment expliquer autrement que le ministère Garcia Prieto hésite à entériner l'accord que le marquis de Cortina avait été chargé par le comte Romanonès de négocier et de signer à Londres, voici quelques semaines? Accord plus intéressant peut-être pour l'Espagne que pour l'Angleterre puisque nos alliés anglais peuvent, à la rigueur, se priver du tonnage espagnol, tandis que l'on voit mal l'Espagne se passer délibérément du charbon anglais.

Comment expliquer, sinon par une crise de confiance que nous voulons espérer passagère, que les négociations d'ordre économique que nous poursuivons en ce moment avec M. Alba, ministre des finances, se heurtent à des difficultés sans cesse aplanies et sans cesse renaissantes?

Comment expliquer les interdictions d'exportations — provisoires, nous dit-on, — qui portent sur des produits qu'il est oiseux d'énumérer ici, mais que le ministère Garcia Prieto connaît bien?

Comment expliquer que le trop fameux Raisouli, complice avéré de l'Allemagne, auquel nos adversaires, avec une facilité un peu déconcertante, ont pu faire parvenir récemment la somme assez coquette d'un million, en douros bien sonnants, reçoive le titre et les fonctions de grand vizir de la zone espagnole?

L'Oeuvre:

Le cabinet Garcia Prieto vient précisément d'interdire l'exportation de divers produits; il refuse d'approuver le contrat de fret préparé et signé à Londres par le marquis de Cortina, envoyé spécialement pour cette négociation, qu'il avait su mener à bien. Les navires espagnols qui étaient partis pour l'Angleterre et sont revenus dans les ports de la Péninsule ne peuvent désormais plus en sortir. D'autre part, deux cargos de blé sont attendus d'Argentine, où l'exportation de cette céréale a été interdite, sauf pour l'Espagne, et où les Allemands travaillent en exacte correspondance avec leurs compatriotes de la Péninsule. Il y a là des concordances vraiment révélatrices.

Le Temps:

On sait comment l'Allemagne a prétendu limiter la navigation espagnole et fixer les conditions du trafic de nos voisins du sud, sans égard aucun pour les droits incontestables d'une puissance veillant scrupuleusement au maintien de sa neutralité. Le cabinet présidé par le comte de Romanonès avait énergiquement protesté contre ces procédés, mais le cabinet Garcia Prieto, sans céder sur les principes, ce qui constituerait une véritable abdication devant la menace allemande, a préféré entamer des négociations avec Berlin. Les Allemands n'ont pas attendu que ces négociations eussent abouti à un arrangement pour se livrer à de nouveaux exploits portant atteinte à la dignité et à la souveraineté de l'Espagne. Leurs sous-marins ont opéré dans les eaux espagnoles; ils y ont commis des actes de piraterie que le droit international condamne lorsqu'ils sont perpétrés en plein océan et qui ont un caractère d'autant plus criminel quand ils sont commis délibérément dans des eaux où une puissance neutre exerce la police sous sa peine responsabilité.

La note remise par le gouvernement français au cabinet de Madrid est conçue, on n'en saurait douter, dans les termes les plus amicaux, et nos voisins et amis ne sauraient se méprendre sur sa portée. L'Entente a le plus vif désir d'entretenir avec l'Espagne des relations amicales empreintes de la plus sincère confiance réciproque. Les menées de la propagande allemande et les manifestations de certains éléments germanophiles n'ont ébranlé à aucun moment notre foi dans la loyauté avec laquelle l'Espagne entend maintenir sa neutralité. M. Garcia Prieto a déclaré lui-même qu'il était nécessaire de prendre des mesures pour assurer le

respect des eaux territoriales, et il a ajouté que, pour obtenir ce résultat, il était fermement résolu à recourir aux moyens propres de la nation, qu'il estime suffisants à cet effet. Toute la question est là. L'Espagne se doit à elle-même de prouver qu'elle dispose de moyens efficaces de faire respecter ses droits souverains partout où ils pourraient être menacés. Les puissances alliées sont convaincues que leurs légitimes intérêts ne peuvent être mieux sauvegardés que par la volonté sincère de la nation espagnole de défendre sa dignité, et ce n'est qu'au cas où, contre toute attente, cette volonté viendrait à fléchir, ou que l'insuffisance des moyens espagnols serait démontrée à l'évidence, qu'elles auraient à se préoccuper de réagir par leurs propres moyens contre la perfidie des entreprises allemandes dans les eaux territoriales des pays neutres.

Excelsior:

Quelles dispositions l'Espagne compte-t-elle adopter pour faire la police de ses eaux? M. Garcia Prieto a répondu qu'il prendrait les mesures nécessaires. Et, en effet, l'Espagne a déjà mis deux contre-torpilleurs à ce service. Mais deux contre-torpilleurs, pour toute l'étendue des côtes espagnoles, c'est un peu insuffisant.

Si la neutralité est un droit absolu pour un Etat indépendant, elle crée aussi des devoirs. Sans doute, l'Allemagne entoure l'Espagne d'attentions et même de flatteries. M. de Bethmann-Hollweg, avec une lourdeur toute allemande, a même dans son discours, accordé une sorte de prix d'excellence à l'Espagne, seule nommée de tous les neutres. De son côté, le sous-secrétaire d'Etat von der Busche a fait au correspondant de l'« A. B. C. » des déclarations qui montrent que l'Espagne est l'objet d'un siège en règle. Tout cela n'empêche pas les sous-marins d'évoluer en liberté dans la zone maritime espagnole, — au contraire. Et les sous-marins ne facilitent pas les échanges entre l'Espagne et les Alliés. Si l'Espagne ne se chargeait pas d'une police nécessaire, ou bien ses ports se trouveraient définitivement désertés, ou bien les Alliés devraient se défendre eux-mêmes.

Le Journal des Débats:

L'Espagne est tirillée entre ses sympathies latines et la

crainte de l'Allemagne. Les problèmes intérieurs sont embrouillés systématiquement par ceux qui, après avoir réussi à empêcher le royaume ibérique de prendre parti pour les puissances de l'Entente, voudraient maintenant l'exciter contre celles-ci. Tous les ressorts sont mis en œuvre pour retarder la ratification de l'accord économique intervenu entre l'Espagne et la Grande-Bretagne. Des influences puissantes ont agi sur le nouveau cabinet pour contrecarrer les exportations de denrées alimentaires et de minerai en France...

Les débats qui paraissent devoir se produire aux Cortès sur la politique extérieure de l'Espagne et le menées allemandes dans le royaume, révéleront ces intrigues. L'usage que l'Allemagne veut faire de la neutralité espagnole est intolérable pour un peuple fier et jaloux de son indépendance. Les pirates teutons et la propagande germanique peuvent exercer une pression temporaire. Ils ne sauraient longtemps faire violence à la destinée de ces Latins d'outre-monts, qui n'est certainement pas de se mettre au service d'une entreprise de domination allemande.

Le Matin (article de M. Gomez Carrillo):

Même les journaux que l'on sait inspirés par l'Allemagne déclarent qu'en cas d'injure grave de la part d'une nation étrangère il vaudrait mieux la ruine avec la guerre que l'humiliation dans la paix. Mais ensuite ils prétendent que, quand les sous-marins torpillent nos bateaux et paralysent notre commerce, nous ne devons pas y voir la moindre offense. Cette manière de penser, qui malheureusement est fort répandue, est le plus grand triomphe de la propagande du prince Ratibor. C'est elle qui a fait impossible l'action énergique de Romanones. C'est elle qui permet aux bocho-philes de garder encore un semblant d'autorité en défendant contre « l'influence française, qui veut mener nos fils à la guerre », la neutralité de l'Espagne. Car le cynisme de ces gens est tellement grand qu'ils prétendent faire croire que l'Allemagne, tout en nous affamant, tout en nous ruinant, tout en nous insultant, est notre véritable amie et la seule qui puisse nous sauver d'une guerre désastreuse où les alliés « veulent nous entraîner ». C'est l'œuvre de Ratibor et il faut reconnaître que c'est une œuvre criminelle mais remarquablement habile.

ANGLETERRE

New Statesman, No 212:

Tous le « régime » de sir Edward Carson à l'amirauté, les tableaux hebdomadaires pour la campagne sous-marine sont présentés sous une forme convenant rarement à une information ayant quelque valeur. La dernière liste fût cependant si sensationnelle que les réticences habituelles ont manqué leur but. Le nombre des navires marchands de plus de 1600 tonnes annoncé comme coulés, atteint 40 — environ 100 % au-dessus de la moyenne des semaines précédentes; les autres chiffres sont aussi lourds. Nous craignons et il faut l'envisager, que l'amirauté, sous les présents auspices, ne fasse pas de progrès contre la campagne sous-marine; que le chiffre des destructions grandit très rapidement et qu'à moins qu'une Amiraauté reconstituée ne puisse faire mieux, tous les succès de l'armée peuvent être sérieusement menacés par l'insuccès de la marine. Suite au torpillage de deux navires hôpitaux, tous deux escortés, le War Office prend des mesures pour établir autant d'hôpitaux que possible en France — et c'est certes le plus terrible témoignage de cet insuccès qui a été donné au public. Bien que non d'accord avec toutes les idées de M. Pollen nous avons été fortement impressionnés par son argumentation en faveur de la réorganisation de l'amirauté et la constitution d'un état-major général propre, et nous notons approbation de

cette idée par un « officier d'état-major » dans le numéro de cette semaine de « Land and Water » approbation qui dans les circonstances actuelles mérite une attention spéciale.

The New Statesman, No 212, revient à la question de la défense d'exporter *The Nation*. Nos craintes de voir les conséquences désagréables de cet acte impolitique, se produire en Amérique se sont réalisées, dit-il.

« *The New Republic* » dont les solides affinités avec le président Wilson sont bien connues, a publié une forte protestation à ce sujet; et chose plus frappante encore, le « *Times* » (Londres) lui-même, malgré son aversion prononcée pour la « *Nation* » et son très léger désaveu du veto, se laisse aller à publier un télégramme de son correspondant de Washington contenant le passage suivant:

« Si les Anglais au pays peuvent nous aider ici ce n'est pas par un vague sentimentalisme, mais en retirant certaines de nos mesures qui tracassent les américains. Deux des plus importantes parties de l'opinion américaine sont représentées par les politiciens et penseurs libéraux et par les journalistes. Les libéraux ressentent vivement la suspension de l'envoi outre mer de la « *Nation* », qui disent-ils,

a toujours été particulièrement sympathiques aux idéals poursuivis par M. Wilson. Les journalistes sont enclins à partager leurs vues.»

Nous savons que Lloyd George lit le «Times» puisqu'il a dit que c'est dans ce journal qu'il a appris la décision du gouvernement. A-t-il remarqué le passage signalé?

Westminster Gazette, 9.V.17:

Ou bien les Allemands seront victorieux, et le monde entier sera à sa merci; ou bien nous vaincrons, et c'en sera fait alors des sous-marins en tant qu'armée destructive du commerce. La simple réflexion doit nous faire comprendre que si nous transigeons à ce sujet maintenant, nous serions exposés plus tard au même danger. En effet, aucun des motifs que nous pourrions invoquer pour empêcher le renouvellement de la guerre sur terre ne pourrait être appliqué à la guerre navale entreprise par un petit nombre de marins bien entraînés avec un millier de sous-marins.

Les Américains, tout comme les Français et les Anglais, sont convaincus que cette méthode de sabotage universel est fatale à la civilisation. Nous voulons que cette question ayant été soulevée soit résolue une fois pour toutes.

The Morning Post, 10.V.17:

M. Dillon demande, à la Chambre des communes, s'il est exact, comme le disent certains journaux français, que c'est le gouvernement anglais qui soutient le roi de Grèce, malgré les appels de Sarrail faisant rapport sur rapport sur l'activité ennemie du roi et de ses ministres.

M. Bonar Law répond que la chose est inexacte. Supposons, dit-il, que les partisans du roi soient plus nombreux que ceux de M. Venizelos. La zone neutre établie n'empêche pas celui-ci de prendre le commandement de la Grèce, mais le protège au contraire. En maintenant toujours cette supposition, nous devons réfléchir deux fois avant de sommer nos ennemis et de diriger nos troupes sur un nouveau champ de bataille.

The Morning Post du 11.V.17 relate la séance secrète tenue à la Chambre des communes. La situation militaire favorable a été décrite; un exposé encourageant des mesures destinées à combattre les sous-marins est fait. Pour la question alimentaire on pourra tenir, grâce aux économies jusqu'en 1918, date à laquelle le pays pourra se suffire. M. Asquith exprime son plein accord avec le premier ministre; repousse cependant la session secrète et demande l'affichage dans le pays de la plus grande partie du discours de Lloyd George.

The Times, 12.V.17. — Les Alliés et la Russie:

Il faut envisager calmement la situation. La réorganisation de la Russie subira des fluctuations, prendra du temps. L'unification du pouvoir doit venir; elle seule peut éviter l'anarchie. Les deux questions importantes sont de savoir comment arriver à l'unification et ce qu'elle prendra de temps. Le temps est l'essence du

problème militaire posé à la Russie et aux Alliés; l'anarchie en Russie l'aggraverait sûrement. « Il n'est pas trop tard d'agir » a dit M. Gutchkoff, mais il n'y a pas un instant à perdre. » Peu importe si l'unification se fera autour du gouvernement provisoire ou des principaux délégués du Conseil des ouvriers et soldats, mais elle doit se faire et le nouveau gouvernement devra jouir du concours de la grande majorité des citoyens honnêtes et d'idées modérées. Nous espérons que le cri jeté, d'après M. Gutchkoff, par les éléments pacifistes « Paix au front et guerre à l'intérieur » se modifiera en « guerre au front et paix à l'intérieur ».

Le vieux régime avait ses traîtres. Le nouveau régime a aussi ses traîtres qui désirent arrêter la guerre à tout prix et de préparer, par l'anarchie, le retour à la réaction. Compte sera établi avec eux. Faisons patiemment confiance au nouveau régime.

Daily News, 12.V.17. — Lettre à Lord Milner.

Nous résumons la lettre suivante adressée à propos du discours de Lord Milner, où il a défendu les représailles de Fribourg:

Vous êtes l'un des trois autocrates de ce pays et le plus puissant des trois. Vous êtes le maître. Vous ne cherchez qu'à vivre oublié. Vous n'avez ni les instincts populaires de Lloyd George ni l'amour de l'éclat de Lord Curzon. Vous êtes un solitaire et vous représentez l'idée prussienne. Si vous étiez resté en Allemagne, vous seriez le plus terrible de nos ennemis. Si vous luttiez contre la Prusse pour la possession du Prussianisme vous êtes le meilleur de nos instruments. Je ne cherche cependant pas à tirer parti contre vous de votre origine allemande comme le fit votre parrain, Lord Northcliffe en excitant la populace contre de pauvres petits bouchers ou épiciers qui avaient oublié qu'ils avaient des noms étrangers. Je crois que je pourrais faire aussi bien.

Le journal oppose alors le cas du capitaine Riefenhausen, d'origine allemande, capitaine de la marine marchande britannique à qui le gouvernement, dont Lord Milner est le membre le plus influent, fit cesser son travail, tandis que Lord Milner lui-même, se trouvant dans un cas analogue, défient les pouvoirs, les secrets les plus absolus de la défense nationale.

Mais ce ne sont pas vos attaches allemandes qui sont importantes, car vous souhaitez certes autant que moi le triomphe du pays, c'est votre philosophie, soit la négation de la démocratie. Vous exercez votre pouvoir isolé de la nation; vous y êtes arrivé sans vote. Vous êtes le symbole vivant de ce que Parlement et Constitution ont été écartés. Vous avez été nommé par Lord Northcliffe et le «Morning Post» et M. Lloyd George a été l'humble instrument du miracle. Ce coup d'Etat, élevant au pouvoir le favori du «Times» et du «Morning Post», n'a pas créé une simple question de personnalités. La question touche les destinées du pays et du monde. Elle affecte la paix en Irlande, les bases de la paix, les accords après la guerre, les futures relations internationales, notre attitude vis-à-vis du projet du président Wilson de fonder un nouveau monde. La démocratie peut être écartée mais non indifférente à ces choses qui touchent à sa vie, ses aspirations, son bonheur, ce jour, demain et pour toujours.

J'appelle Prussianisme, la théorie appliquée à l'Etat, que toutes les actions humaines partent de l'intérêt personnel,

Berliner Tageblatt, 15.V.17. — La démission du ministre de la guerre russe Goutchkof :

La seule conclusion que l'on puisse en tirer actuellement, c'est que l'armée russe a su s'y prendre pour se débarrasser d'un ministre de la guerre dont les buts de guerre n'étaient pas agréés par elle et que le Conseil des soldats a également écarté les généraux Korniloff et Rousski parce qu'ils se croyaient assez forts pour tenter de lui faire suivre une politique dont il ne voulait pas entendre parler.

Deutsche Korrespondenz No 20. — Prof. Dr. Heinrich Schroers: Buts de guerre et Morale :

Le droit est la base de l'Etat. C'est une vieille vérité politique fondée sur une base éthique. Cette vérité a un corollaire: le droit est la base de l'univers et de la paix. Des buts de guerre faisant abstraction de ce principe, des conditions de paix entachées d'une sévérité inutile inoculent de prime abord à la paix le poison de la guerre qui après un intervalle plus ou moins long, pousse l'Europe à un nouvel accès de fièvre.

Berliner Tageblatt, 16.V.17. — Le discours du chancelier :

M. de Bethmann-Hollweg a donc parlé au Reichstag des « Buts de guerre » et ses chaleureuses paroles ne désarment ni les armées combattantes ni les partis qui luttent en Allemagne, elles ne tariront pas les flots de sang ni ne provoqueront aucun miracle. Il a refusé de se lier par n'importe quelle formule, a répété de précédentes redites, a trouvé quelques nouvelles variantes plus ou moins heureuses, n'a pas plus satisfait les désirs des annexionnistes qu'il n'a certes comblé les vœux des anti-annexionnistes dans leur ensemble. Il tient pour nuisible et non utile toute détermination précise du problème en même temps qu'il repousse tout engagement.

Vossische Zeitung, 16.V.17. — L'éclaircissement. — Réponse à l'interpellation démocrate-socialiste :

C'est à bon droit que le chancelier objecte qu'une semblable déclaration de renonciation ne signifierait rien moins qu'un blanc-seing délivré aux politiciens annexionnistes français et anglais. Ils entretiennent constamment l'ardeur guerrière de leurs peuples par les projets les plus insensés de conquêtes et d'indemnités. Et nous devrions simplement les laisser s'arranger à notre détriment sans qu'ils aient à redouter que leurs expériences n'aggravent le risque de voir leur territoire national diminué, ou tout au moins celui de payer de lourdes indemnités.

Münchener Neueste Nachrichten, 16.V.17. — L'accueil fait au discours du chancelier :

Ces phrases contiennent tout ce que le peuple allemand désire savoir aujourd'hui, et ce qu'il doit être dit pour l'étranger en général sous une forme condensée. Il faut être reconnaissant au chancelier pour ces éclaircissements. Si la journée d'aujourd'hui nous apporte aussi son assentiment à la nouvelle organisation de notre vie d'Etat, il peut être certain d'avoir derrière lui tous ceux qui désirent ardemment mettre toutes leurs forces au service de la grandeur future de leur patrie et qui sont prêts à le faire.

Tägliche Rundschau, 16.V.17. — Le discours du chancelier :

Le gain de la journée d'hier consiste dans le refus d'accepter l'agitation « scheidmanesque » pour une paix de renonciation approuvée par la direction du parti se donnant

l'air de travailler d'accord avec le chancelier. A ce point de vue l'interpellation conservatrice a atteint son but. La situation n'est pas tout à fait éclaircie, car chacun peut comprendre les mots de Bethmann à sa façon, suivant qu'il a ou non confiance en notre homme d'Etat, mais elle est aussi plus nette. M. Scheidemann ne pourra plus aller à Stockholm comme plénipotentiaire secret du chancelier et le « Vorwärts » dont le ton dictatorial donne à l'étranger l'impression que toute la Wilhelmstrasse tremble devant les hordes socialistes devra en rabattre quelque peu.

Frankfurter Zeitung, 16.V.17. — Les déclarations du chancelier :

Les déclarations faites aujourd'hui par le chancelier avaient apparemment moins pour but de continuer la conversation diplomatique avec les ennemis que de provoquer à l'intérieur l'unité aussi nécessaire que la victoire sur le front. Aucune paix, qui vaille les sacrifices consentis dans n'importe quel sens, ne peut être conclue avec l'ennemi si nous ne conservons pas la paix intérieure du peuple allemand. Nos ennemis attendent anxieusement tout symptôme de désagrégation. Que chaque patriote se demande ce qui est primordial pour le tout: L'accomplissement de ses propres projets favoris ou le maintien de la merveilleuse cohésion qui seule nous a dirigés jusqu'ici.

Berliner Tageblatt, 17.V.17. — La transformation du cabinet russe :

Il est difficile de dire quelles seront les répercussions immédiates du changement survenu. Après Goutchkof, Milioukof était le principal obstacle à la politique qui a pour objectif le désir russe d'une paix générale avec les alliés. Il est possible que cette tendance se fasse maintenant sentir plus fortement sans qu'il soit nécessaire d'admettre que le gouvernement suspendra pour cela les efforts destinés à rendre l'armée plus forte à nouveau pour la défense du pays. La prise du portefeuille de la guerre par Kerenski prouve plutôt le contraire.

Tägliche Rundschau, 17.V.17. — La retraite de Milioukof.

Cette retraite est peut-être la conséquence de celle de Goutchkoff, elle est certainement le résultat de pourparlers entre le gouvernement et le comité ouvrier :

Dans ces pourparlers le point de départ était l'attitude à prendre dans la politique étrangère qui, suite aux déclarations inattendues de Bethmann-Hollweg à l'adresse de la Russie, pouvait amener une interprétation qui nous soit défavorable, car maintenant comme avant on n'a aucune compréhension en Russie de notre politique étrangère qui n'est envisagée que comme une signe de notre faiblesse.

Kölnische Zeitung, 18.V.17. — La chute de Goutchkof et de Milioukof :

Avec ces deux hommes disparaissent les deux plus fidèles piliers de l'Angleterre au Ministère. Ils avaient pour ainsi dire trahi l'empire russe au profit de l'Angleterre et l'avaient livré au faiseurs de guerres de la Tamise. Ils voyaient tout par les yeux de l'Angleterre et ils avaient peu à peu ménagé à l'ambassadeur anglais une influence tellement prépondérante et puissante sur les destinées de la Russie que l'on pouvait à bon droit appeler Buchanan le tsar non couronné de Russie.

Frankfurter Zeitung, 18.V.17. — La crise en Russie :

Il aurait été étrange que la méfiance du Conseil ouvrier

contre Milioukof ait pris fin sur une nouvelle déclaration qui était une dure humiliation pour lui. Il a cherché par une remarquable duplicité et une dissimulation toujours renouvelée d'écarter les revendications du Conseil ouvrier relatives au développement de la politique de guerre et de paix, pour s'en tenir à ses propres idées et interventions impérialistes, malgré toutes les déclarations officielles du gouvernement. Après Goutschkof, l'organisateur énergique qui motiva sa retraite en déclarant ne pouvoir plus assumer la responsabilité, Milioukof s'est aussi séparé du cabinet. Ce sont les deux personnalités les plus marquantes que la bourgeoisie démocratique et libérale possédait dans le nouveau gouvernement.

Vossische Zeitung, 18.V.17. — Victoire de la politique étrangère du Conseil ouvrier :

La lutte de plusieurs jours, presque sans trêve, qui s'est déroulée dans la salle des séances pour le pouvoir semble avoir pris fin par une victoire de principe du comité des ouvriers et des soldats à laquelle les détours du communiqué officiel d'un « Ultimatum » du gouvernement ne semble pas devoir changer grand chose. Car en fait ce même gouvernement, après une longue et violente résistance, s'est vu contraint d'accepter sans conditions la revendication principale du Conseil : « Paix sans annexion et sans indemnité ». Si la proclamation gouvernementale à l'armée déclare « ne pas tolérer une victoire des Allemands sur les Alliés », elle est ici aussi en harmonie avec le dernier appel connu du Conseil des ouvriers et soldats qui met l'armée en garde contre la réconciliation et tous désirs de paix séparée.

Münchener Neueste Nachrichten, 18.V.17. — Crise gouvernementale en Chine :

Jusqu'à ce jour il n'a pas été possible d'amener le parlement chinois à se décider à satisfaire aux désirs de l'Entente. On ne peut se rendre compte si pour l'instant le gouvernement cherche à gagner du temps ou si les fortes dispositions pacifiques qui prédominent dans le peuple comme au Parlement commandent la résistance passive de la représentation populaire. Ce qui est certain, c'est que l'hésitation chinoise se prolonge trop au gré de l'Entente et de ses aides américains. Ils vont s'y atteler.

Kölnische Zeitung, 18.V.17. — La transformation du gouvernement russe :

Pour le plus grand dam de ses amis de Paris et de Londres Milioukof est le premier qui a abaissé les cartes des Alliés et publiquement déclaré que la possession des détroits et de Constantinople étaient le but principal de guerre de la Russie. Il fut aussi le premier à faire connaître l'assentiment de l'Angleterre à ce programme de conquête et il a été le dernier homme d'Etat russe dirigeant qui annonça au monde entier le rêve du panslavisme russe que les événements de la guerre ont repoussé dans le lointain.

Si l'Allemagne ne doit pas trop espérer de cette retraite, les Alliés ont un autre motif de n'être pas satisfaits.

Que Kerenski se substitue à Goutschkof dont la retraite a produit dans le camp ennemi une profonde désillusion mal dissimulée et prenne le double et important ministère de la guerre et de la marine n'est sûrement pas « une figure prévue dans leur quadrille ».

Leipziger Neueste Nachrichten, 19.V.17. — Le roi Etienne.

Du côté allemand, nous ignorons pour ainsi dire tout ce qui a trait au futur royaume de Pologne et nos risquons d'être mis en face d'un fait accompli :

Mais par contre s'esquisse plus nettement ce que l'on peut appeler la politique polonaise autrichienne en désignant ainsi, non pas seulement la politique du ministère des affaires étrangères de Vienne, mais la somme des aspirations qui peuvent être prises en considération dans le développement de la question polonaise.

Ce n'est donc pas sans de bonnes raisons que nous apprenons par des journaux autrichiens que le grand duc Charles-Etienne est proposé premièrement comme régent puis comme roi de Pologne. Le grand duc, un frère cadet du « Feld-maréchal » grand duc Frédéric — il est né en 1860 — avait déjà en temps de paix l'habitude de tenir une cour polonaise à Cracovie et il est par conséquent préparé de longue main au rôle qu'il doit assumer.

Cette royauté d'un Habsbourg faciliterait, au point de vue autrichien, la solution de la question de la Galicie qui réclame son autonomie et qui pourrait de ce fait être incorporée au nouveau royaume.

Kölnische Zeitung, 19.V.17. — La 10^{me} bataille de l'Isonzo :

Dans la défensive les troupes austro-hongroises appliquent la même tactique mobile que nos éléments d'armées sur le front occidental. Là où une attaque peut être reconnue à temps, l'artillerie prend sous un feu de destruction les points de déclenchement. L'adversaire réussit-il à prendre pied dans un endroit quelconque de la première ligne, il en est immédiatement chassé par des contre-attaques par lesquelles on lui prend aussi des prisonniers.

Frankfurter Zeitung, 20.V.17. — Situation de guerre. — La 10^{me} bataille de l'Isonzo (de notre collaborateur militaire) :

Les phénomènes tactiques de cette nouvelle offensive ne diffèrent pas des clichés connus. En de nombreux endroits, l'assaillant parvient dans la première ligne du défenseur qui l'en déloge par le déclenchement de contre-attaques des réserves locales. La preuve matérielle de ces contre-offensives réussies du défenseur consiste dans le nombre des prisonniers qu'il fait à l'ennemi. Jusqu'au 18 mai nos alliés ont ramené 3000 prisonniers tandis que les assaillants n'ont pu annoncer qu'un peu plus du double.

La bataille se poursuit par l'Italie, aveuglée et dirigée par l'Entente à qui elle est enchaînée, en un inutile sacrifice de sang.

Münchener Neueste Nachrichten, 20.V.17. — Revue politique hebdomadaire :

Nous ne saurions mieux commencer cette fois notre revue hebdomadaire que par un aveu de nos ennemis. L'état-major anglais paraît avoir acquis la conviction qu'un succès de l'offensive sur le front occidental est exclu pour cette année. Son porte-parole dans le « Times », colonel Rappington, doit démontrer que les Alliés ne sont pas encore assez forts pour un succès semblable. C'est pour ce motif qu'il faut compter encore avec une longue durée de la guerre et qu'ils serait enfin nécessaire de dire la vérité au peuple français.

ITALIE

Corriere della Sera, 13.V.17. — La neutralité peu bienveillante de l'Espagne. — Accusations françaises :

La presse française observe que la nouvelle politique inaugurée par le cabinet Garcia Prieto envers l'Entente est loin d'être aussi bienveillante que celle de son prédécesseur : on peut même dire qu'elle commence à devenir hostile, comme le prouve l'interdiction d'exporter le fer, le plomb et les légumes. De grandes quantités de pommes de terre ont été arrêtées à la frontière hispano-française et les prix du précieux tubercule menacent de doubler en France, tandis que de fortes parties achetées par les importateurs français risquent de pourrir.

... Tandis qu'en Angleterre, on s'étonne du retard apporté à la ratification de la convention du transit maritime anglo-espagnol, négocié par le marquis Cortinas, en France on interprète comme un acte peu courtois la désignation de Raisuli au poste de grand chef indigène de la zone espagnole au Maroc, Raisuli n'ayant jamais cessé d'être un protégé et un complice de l'Allemagne.

Avanti, 15.V.17. — Lenine n'a jamais disparu :

Le journal finlandais « Tyomies » dément la légende de la disparition de Lenine ; il continue à écrire, il tient des conférences, il circule dans l'automobile de l'ex-ministre de la guerre Souhomliouff, et le journaliste ajoute : Le 30 avril Lenine a tenu au Conseil des délégués ouvriers, un discours contre le gouvernement provisoire et contre les traités secrets avec les Alliés. Selon l'affirmation de Lenine, ces traités comprendraient aussi un projet de répartition de la Chine entre l'Angleterre, la France et la Russie. Ce discours a soulevé de grandes rumeurs.

Corriere della Sera, 15.V.17. — En Russie. — Lumières et ombres :

Les socialistes russes poursuivent leurs illusions politiques d'accords internationaux, sans s'apercevoir qu'ils font le jeu de l'Allemagne, qui spéculé, on le voit, sur les forces socialistes d'opposition dans les pays de l'Entente. D'autre part, tout en invoquant le principe de l'Internationale ils s'obstinent à envisager la guerre, ses buts et ses résultats sous un point de vue exclusivement russe, sans considérer les raisons des démocraties des autres pays de l'Entente.

Il serait peut-être opportun que le Comité exécutif des ouvriers de Petrograd, qui après un mois d'existence veut assumer le rôle de contrôleur suprême de la politique européenne et imposer sa direction aux partis socialistes bien plus expérimentés des pays occidentaux, examinât avec plus d'attention les phénomènes de la politique et de la guerre européenne et les différents motifs qui ont provoqué et qui maintiennent les démocraties européennes en état de guerre. L'application des principes de l'Internationale doit aussi comporter des égards envers les intérêts et les raisons des autres nations, outre ceux de la Russie et c'est une erreur de la part du Comité des ouvriers de ne pas en tenir suffisamment compte dans ses projets.

Avanti, 15.V.17. — Dans l'impasse :

Le « Secolo » a plus que raison. Nous aussi, sommes persuadés que la situation des partis de l'« Union Sacrée » n'est pas des plus commodes. Les polémiques qui, depuis quelque temps, deviennent plus intenses et plus aiguës, sont une preuve évidente qu'ils ne reposent pas sur un lit de roses.

... Les uns s'en prennent à Boselli, parce qu'il est trop

vieux, trop décoratif et manque de « poigne » pour tenir le gouvernail en ce moment, les autres trouvent que les ministres à portefeuille font peu de chose et ceux sans portefeuille, moins encore. Les franc-maçons accusent les prêtres, et vice versa. La campagne crie contre la ville embusquée, et la ville répand des imprécations contre l'égoïsme campagnard.

... Dans ces conditions de triste impuissance, la démocratie se tourne vers l'armée et affirme que « le salut ne peut venir que des tranchées » et que « c'est un problème de victoire qu'il faut conquérir par les armes contre l'ennemi, et non un problème parlementaire ». Cela nous rappelle la vieille image du chien qui tourne constamment après sa queue pour y mettre la dent.

... Nous constatons simplement l'impuissance de la démocratie et de tous les partis de l'union sacrée, de donner une solution satisfaisante à la situation actuelle et nous mettons tous les interventionnistes au pied du mur ; ils se sont engagés dans une impasse. Le prolétariat des industries et des campagnes saura trouver l'issue, contre tous, y compris la soi-disant démocratie.

L'Idée nazionale, 15.V.17. — France et Autriche :

Quelques journaux français semblent envisager sérieusement la possibilité d'une défection autrichienne à la cause commune austro-allemande et ont même l'air de désirer une paix séparée avec l'Autriche. Ils la mettent, en effet, avec empressement, en garde contre le « péril » allemand qu'ils qualifient de « brutal » et de « perfide », afin que les Autrichiens en tirent une conclusion, qui sans être indiquée, est toutefois suffisamment compréhensible.

Nous nous garderons bien de prendre au tragique les variations de certains journaux français, auxquels nous pourrions, cependant, demander pour la centième fois, de bien vouloir nous dire pourquoi la nation italienne ferait depuis deux ans une guerre si terrible, si l'on admet l'hypothèse d'une si belle conclusion.

... Nous connaissons la France, son attitude, sa loyauté, son bon vouloir pour l'alliance et pour la guerre et ne lui faisons pas l'injure d'en douter, ne fut-ce qu'un instant.

Il Secolo, 16.V.17. — Les préliminaires de notre offensive de Tolmino à la mer :

... L'armée italienne reprend maintenant son activité, que la saison hivernale avait interrompue ; elle la reprend après une préparation soigneuse et minutieuse, qui doit imprimer au pays, comme aux soldats, un sentiment de sûreté et de force ; elle la reprend tandis que nos vaillants alliés harcellent, à l'occident, depuis plus d'un mois, avec une succès toujours croissant, la ligne Hindenburg. A l'effort anglo-français vient maintenant s'ajouter le nôtre et il continuera avec la même tenacité et la même bravoure jusqu'au jour de la victoire commune.

L'Idée nazionale, 16.V.17. — La république de Coritza :

Le « Piccolo » publie une information d'après laquelle le district de Coritza en Albanie aurait été proclamé république, sous le patronage du commandant français en Macédoine. Cette république représenterait, d'après notre collègue, la première partie du nouvel Etat albanais, libre, indépendant et républicain.

Nous ignorons ce qu'il y a de vrai dans cette information et si on a voulu garantir ce territoire contre les continuelles vexations greco-allemandes, en lui accordant une espèce

d'autonomie, ou s'il s'agit d'un événement nouveau. Il nous semble de toute manière que cette information renferme des données invraisemblables et donne raison à Es-sad Pacha qui continue à répéter, le « Piccolo » l'affirme, que le moment actuel n'est pas fait pour prendre des décisions définitives quant au sort de l'Albanie, et que cette question ne doit être réglée que par le Congrès des Puissances alliées.

Nous nous réservons de revenir sur l'argument qui, on le voit, est lié à des intérêts italiens importants et ne peut, par conséquent, être traité légèrement.

Corriere della Sera, 16.5.17. — L'offensive italienne. — Plusieurs positions enlevées :

... Les opérations qui se succèdent maintenant avec une méthode qui a fait ses preuves déjà sur le front occidental et qui a été modifiée selon les exigences du terrain, ne seront peut-être pas de brève durée. L'opinion publique doit les suivre calmement et sans impatience fébrile, mais avec une foi sereine. Il est certain qu'on ne peut assister à une lutte si âpre, sans éprouver un sentiment de crainte; c'est tout naturel que l'attente soit vive et intense. Mais il ne faut pas oublier que les nouvelles batailles se déroulent avec un rythme lent et que le succès est le résultat d'un effort continu.

La Tribuna, 16.V.17. — Les facilités allemandes aux réfugiés russes :

Les réfugiés russes qui se trouvent dans les pays de l'Entente, qui confinent à la Suisse, ont reçu, par l'intermédiaire des socialistes, l'avis personnel que l'Allemagne met à leur disposition, deux fois par semaine, un wagon pour les conduire, à travers l'Allemagne, jusqu'à la frontière russe ou danoise, soit pour être rapatriés, soit pour assister au congrès de Stockholm.

L'invite est, en apparence, très généreuse, car elle n'exige aucune déclaration de caractère politique de la part des rapatriés: de sorte que les portes sont ouvertes autant aux germanophiles, qu'aux germanophobes et aux indécis. Mais le gouvernement allemand pense et calcule que le rapatriement de ces réfugiés, quelle que soit leur opinion, est comme l'inoculation d'un « virus » qui compliquera toujours plus la révolution russe et augmentera la paralysie qui en dérivera.

Corriere della Sera, 17.V.17. — Désillusions :

En ce jour encore, la seule chose évidente dans l'attitude du chancelier est le calcul fondé sur la trahison des révolutionnaires russes, pour arriver à une solution rapide de la guerre. M. Bethmann-Hollweg dit que les buts de la guerre sont les mêmes qu'il y a deux ans passés, c'est-à-dire — comme on le sait — l'élargissement des frontières d'Orient et d'Occident, et une nouvelle organisation de l'Europe, qui rende impossible toute lutte contre l'Allemagne: ce qui ne signifie autre chose qu'une hégémonie militaire et politique de l'Allemagne en Europe.

Il Secolo, 17.V.17. — Le chancelier refuse d'exposer les buts de la guerre au Reichstag. — La comédie de l'antiannexionisme :

Ce discours tant attendu a déçu (et il ne pouvait en être autrement) la curiosité de ceux qui espéraient que le chancelier se déciderait à avouer ouvertement quels sont les buts de guerre de l'Allemagne. Pour répondre aux intimitations des pangermanistes et aux exhortations des antiannexionnistes, Bethmann-Hollweg s'est limité à affirmer que « les buts de guerre publiés, il y a deux ans, sont demeurés les mêmes ». Par là, il sait qu'il ne contente personne, mais

il s'empresse d'ajouter qu'il est d'accord avec le commandement suprême de l'armée et se justifie de ne pouvoir en dire davantage pour le moment.

L'Allemagne, naturellement, est toujours disposée à conclure la paix... pourvu que les Etats de l'Entente se plient et acceptent les conditions secrètes du chancelier. Des égards particuliers pourront être accordés à la Russie... si elle se décide à une paix séparée. Voilà la partie la plus saillante de son discours. Autrefois, la méfiance, la colère, la frayeur, les prétentions du pangermanisme se tournaient, de préférence, vers l'Orient. Elles ont changé de direction, maintenant. La Russie n'est plus la grande ennemie pour la lutte contre laquelle même les socialistes s'étaient rangés du côté de l'Empire. La Russie est une bonne démocratie, qui ne doit pas être humiliée et condamnée à nourrir des sentiments d'animosité et de revanche.

La Tribuna, 17.V.17. — A-t-il parlé, ou non parlé ?

... Il a dit aux socialistes: « Nous ne pouvons parler de renoncement, car nous ferions le jeu de l'ennemi, qui saurait, de ce fait, qu'il peut continuer à nous combattre sans courir aucun risque. »

— Aux conservateurs, il déclare: « Nous ne pouvons dévoiler le plan des nouvelles conquêtes. »

Il y a donc des projets de conquêtes, sinon nouvelles du moins anciennes, qui demeurent. Lesquels ?

... Nous sommes toujours au même point. L'Allemagne « ne peut » faire connaître ses conditions, parce qu'elle sait que leur énonciation n'aurait d'autre effet que de rendre la guerre plus implacable et jusqu'au dernier sang. Elle sait qu'elle ne peut les introduire, en contrebande, comme une chose contraire à la conscience humaine, parce que ce sont des conditions et des prétentions découlant de victoires, qu'elle n'a jamais eu, qu'elle n'a et qu'elle n'aura jamais.

L'Idée nazionale, 17.V.17. — Les conditions des socialistes russes pour leur participation au gouvernement. — Prétentions absurdes :

Les socialistes du Comité des ouvriers mettent, à leur participation au gouvernement, des conditions qui n'ont pas seulement un caractère intérieur, mais qui envahissent les buts, la valeur et la portée de la guerre même et de l'alliance, des autres pays. Or, que la démagogie russe impose des pactes ou intime même des ordres à son propre gouvernement, c'est une affaire de politique intérieure qui ne regarde que la Russie et dont nous devons quand même nous préoccuper parce qu'elle affaiblit un de nos principaux alliés sur lequel nous étions en droit de compter. Mais que la démagogie russe veuille imposer de nouveaux traités, ou pis encore, des ordres aux Alliés quant aux buts essentiels d'une guerre dans laquelle toutes leurs forces présentes et leur avenir sont engagés, cela est absolument inadmissible et intolérable. Les pactes de l'alliance furent établis en leur temps, entre la Russie et les nations occidentales, et que la Russie soit tsariste ou révolutionnaire, peu importe. Il n'existe qu'une seule alliance, un seul pacte, une seule foi, une seule parole, un seul honneur, un seul devoir.

Il Secolo, 18.V.17. — Qu'entend-on par antiannexionisme ? — L'Entente ne tend qu'aux émancipations nationales. — Déclarations précises du gouvernement anglais :

Il était temps que dans un des parlements de l'Entente, une voix autorisée s'élevât pour dissiper l'équivoque tendance dont les socialistes, partisans du gouvernement en Allemagne, se servent pour tenter de tromper les socialistes de tous les pays.

... Nous devons nous insurger contre l'indigne confusion

que l'on veut créer entre les annexions injustes, déterminées uniquement par la violence militaire, et les annexions légitimes, qui représentent une adhésion spontanée au principe des nationalités. Dans le premier cas, c'est un acte de rapine que l'on tente en vain de justifier par la raison d'État. Dans le second cas, c'est l'émancipation des peuples qui souffrent sous le joug d'un gouvernement étranger. Peut-il être considéré comme un programme de rapine, celui qui se propose de rendre la liberté nationale à la Belgique, à la Serbie, à la Roumanie, à la Bohême, à la Pologne et à l'Arménie? Non: il s'agit simplement de l'émancipation des peuples opprimés.

La Stampa, 18.V.17. — Les déclarations de Lord Cecil à la Chambre des communes:

... En résumé; l'Angleterre ne se laisse nullement impressionner par les raisonnements antiannexionnistes et elle n'hésite pas à exposer, même en présence des velléités des révolutionnaires russes, son programme tel qu'il est. Elle déclare ne pas vouloir d'annexions impérialistes, mais, en même temps, elle ne veut pas exclure les annexions quand le droit de la civilisation et de l'humanité, ou des nécessités stratégiques impérieuses l'exigent. Mais tandis qu'elle repousse les raisonnements antiannexionnistes, elle refuse, de même, d'adopter la devise: «aucun pourparler de paix avec les Hohenzollern» qu'une partie de la presse a poussé. Nous avions déjà indiqué, autrefois, l'inopportunité de ce cri, et hier le gouvernement, par la bouche de Cecil, l'a décliné officiellement.

Avanti, 19.V.17. — Il y a annexions et annexions:

Toutefois il faut distinguer — continue le «Secolo» —. Sans doute. Cela se passe toujours ainsi. Quand c'est la patrie qui fait des conquêtes, ce sont de saintes revendications; quand c'est l'étranger, ce sont les violences inouïes de la barbarie.

... C'est donc convenu ainsi: on donnera l'indépendance à tous les peuples qui gémissent sous le joug barbare des Empires centraux, on arrachera à l'Allemagne toutes ses colonies, qu'elle occupait barbaquement. Les Etats-Unis — l'Angleterre y compris — continueront à répandre partout leur propre civilisation.

... En attendant, nos nationalistes, penseront à la Syrie, à l'Arabie et à quelque chose d'autre!

Corriere della Sera, 19.V.17. — Programme clair:

... L'Entente maintient son programme publiquement, sans subterfuges ni sous-entendus, tandis que les Empires centraux n'osent, ou plutôt ne peuvent, faire connaître le leur.

... Si cette guerre devait se terminer sans la revendication des droits nationaux, garantis par des frontières qui empêchent de nouvelles tentatives d'attaques, alors vraiment la guerre terminerait par des annexions et des annexions en faveur des Empires centraux: le Congrès de la paix proclamerait solennellement l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne et celle des provinces italiennes de Trente, de l'Istrie et de la Dalmatie à l'Autriche. Sont-ce ces annexions que les révolutionnaires russes et les socialistes

sans patrie demandent, en disant qu'ils ne veulent pas d'annexions?

Il reste l'Orient et les colonies allemandes. La question des colonies est secondaire, vu qu'elles pourront être l'objet de pourparlers. L'Orient est le prétexte du jeu des équivoques germaniques et germanophiles. L'Empire ottoman est un pays qui a démontré son incapacité organique, en fait d'indépendance, surtout après la révolution des jeunes turcs. Aujourd'hui l'Empire ottoman est une colonie allemande, consolidée comme telle durant la guerre mondiale. Que signifierait la paix sans annexions sinon l'annexion de la Turquie asiatique à l'Allemagne?

Est-ce cette énorme annexion que les révolutionnaires russes et les socialistes germanisants demandent? L'Arménie, nation qui représente l'image du Christ crucifié, doit-elle retourner dans les mains de ses bourreaux? Et quant à l'Arabie, si elle saura faire valoir sa libération présente, qui voudra la lui disputer?

Mais comment comprennent-ils donc la paix, ces révolutionnaires qui se posent en justiciers? Tout juste, comme la comprenaient les princes et les diplomates des temps où l'on trafiquait le droit et la misère des peuples avec un cynisme masqué par des phrases — humanitaires aussi parfois.

Corriere della Sera, 20.V.17. — Un coup de théâtre des Empires centraux. — L'ouverture et le désarmement des Détroits?

On annonce le prochain voyage du ministre austro-hongrois, Czernin à Constantinople, à son retour du quartier général allemand.

... On remarque en ce moment, que les révolutionnaires russes sont divisés en deux camps: l'un nettement antiannexionniste, qui domine, l'autre représenté par le ministre démissionnaire Milioukof, qui renonce, à contre-cœur, aux annexions (et particulièrement à la politique traditionnelle russe relative aux Détroits). Le concordat sur lequel le cabinet actuel de coalition a été constitué ne semble pas avoir dissipé ces divergences. Or, si la diplomatie adverse, par un acte formel supprimait la question des Détroits en déclarant l'ouverture et le désarmement de ceux-ci en temps de paix, cet expédient que les Empires centraux considèrent comme le plus approprié pour unir et réconcilier les deux partis russes, servirait aux buts immédiats d'asservissement qu'ils désirent. On affirme qu'un coup de théâtre de ce genre se produira lors de la prochaine entrevue du comte Czernin avec Talaat Pacha, qui aurait déjà laissé entrevoir qu'une telle politique ne lui serait pas désagréable.

Corriere della Sera, 20.V.17. — Une phrase du chancelier. — Rectification.

Dans le texte du discours rapporté par la presse suisse, le chancelier dit: «Les dernières paroles que j'entends de Londres, sont: Nos buts sont les mêmes qu'aux premiers jours de la guerre».

Le communiqué de la «Stefani», par suite d'une erreur de transmission, a omis la première partie de la phrase, ce qui en altère le sens. Mais le chancelier en déclarant qu'il ne pouvait céder en présence des fermes déclarations de ses adversaires, avoue implicitement qu'il ne veut pas changer de programme.

RUSSIE

Den, 11.IV.17. — La guerre pour la paix:

Comme pierre angulaire de la politique, la démocratie considère le bien des peuples et leur droit de décider eux-mêmes de leur sort; si pour réaliser le bien des peuples il

fallait changer la carte de l'Europe, la démocratie ne pourrait rien objecter contre ce changement.

La démocratie ne s'incline pas devant les Etats qui se sont formés au cours de l'histoire ni devant leurs frontières, et prenant en considération que le «statu quo ante bellum»

était un peu la cause de ce « bellum », la démocratie ne peut que saluer les changements territoriaux en tant que ces changements peuvent anéantir, pour l'avenir, les causes des conflits.

Il faut pourtant comprendre que les conditions de la paix ne sont pas des « pia desideria », mais des exigences absolues appuyées par la décision de lutter jusqu'au moment où le parti adverse acceptera ces conditions.

Chaque condition aussi importante puisse-t-elle paraître doit être jugée du point de vue de savoir si la Russie peut et doit verser son sang pour cette condition.

Il est donc avant tout nécessaire d'abandonner les phrases du haut idéalisme pour se placer dans le monde des intérêts réels.

A côté de la guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne pour l'hégémonie universelle et les colonies, se place la guerre entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, ayant pour source les Balkans.

Malgré toutes les belles phrases de nos impérialistes ainsi que des impérialistes de la double-monarchie, cette guerre avait pour but d'assujettir les Balkans aux intérêts des uns ou des autres.

En rencontrant toujours l'Autriche-Hongrie sur leur chemin vers Constantinople, nos impérialistes arrivaient de plus en plus à se persuader qu'on ne pouvait acquérir Constantinople que par dessus le cadavre de l'Autriche-Hongrie.

Le frottement national qui s'est accentué dans la « monarchie des lambeaux » a fait luire dans l'âme de nos impérialistes l'espoir que l'héritage du second « homme malade » d'Europe était à prendre et ces dernières années on parlait ouvertement du partage de l'Autriche-Hongrie.

Frères d'esprit et de langue, cachant leur pensée, nos impérialistes appellent le partage de l'Autriche-Hongrie « l'émancipation des lambeaux arrachés », avec le même droit que les impérialistes de la double-monarchie appellent le démembrement de la Russie qu'ils projettent « libération des peuples opprimés par la Russie : Pologne, Lithuanie, Russie Blanche, Ukraine, Georgie et ainsi de suite ».

Les uns comme les autres poursuivent leurs buts intéressés : l'affaiblissement de l'adversaire et leur renforcement.

Ils ne montrent leur vraie physionomie que quand ils croient avoir vaincu. Alors on parle ouvertement de l'annexion de la Galicie, on propose l'annexion de la Pologne et de la Lithuanie sous telle ou telle sauce.

A mesure que diminuent les chances de la « victoire décisive, c'est-à-dire de la défaite complète de l'adversaire, la température de l'idéalisme impérialiste augmente. Si je ne peux pas avaler le morceau, on l'arrachera au moins à l'adversaire, afin que ni lui ni moi ne l'ayons.

L'indépendance de la Pologne et de la Lithuanie — rêve ardent des prussiens — vaut l'indépendance des peuples tchéquo-slovaques ou serbo-croates et rappellent comme deux gouttes d'eau la célèbre indépendance de la feuë Albanie.

Mais, dira-t-on, est-ce que la Russie tsariste dans son désir d'écraser la Turquie n'a pas libéré la Bulgarie ?

A cela nous répondons : oui, en effet, nous espérons qu'avec l'aide de la révolution russe la Pologne obtiendra son affranchissement des mains d'impérialistes allemands, comme autrefois avec le concours de notre chère alliée l'Angleterre, la Bulgarie a reçu la liberté des mains de Alexandre II.

Et à propos de l'Autriche-Hongrie, nous demanderons à nos impérialistes (si réellement la seule solution de la question nationale consiste dans la formation des petits Etats nationaux) pourquoi ils protestent contre leurs confrères d'idées — les impérialistes austro-allemands — qui leur recommandent, d'après leur propre ordonnance, de morceler la Russie ?

Ou bien la logique n'est-elle seulement obligatoire à l'étranger ?

Et si vous êtes partisans de l'indivisibilité de la Russie, si vous êtes persuadés que les peuples de Russie, enfants de

leur mère commune, l'aiment et ne pensent qu'à s'organiser paisiblement sous l'abri des ailes puissantes de l'aigle russe, pourquoi ne voulez-vous pas admettre que les peuples austro-hongrois ont les mêmes sentiments envers leur patrie ?

Si les Habsbourg étaient une méchante belle-mère pour leurs peuples, les Romanoff n'ont-ils pas pris en système l'anéantissement de tout sentiment patriotique dans le grand nombre des peuples de Russie ?

Et cependant le sentiment patriotique ne brûle-t-il pas avec une flamme éblouissante sur toute la superficie de la Russie ? Qui vous a donné le droit de dire au nom des peuples de l'Autriche-Hongrie qu'ils n'aspirent qu'à déchirer leur pays en lambeaux ?

Quoi, sinon la morale hottentote cachée en vos féroces appétits ?

Vous parlez de garantir la paix par la formation d'un tas de petits Etats autonomes et vous fermez obstinément les yeux sur le fait que ces Etats, comme l'Abanie et comme les Etats balkaniques seront dès le lendemain un terrain pour des intrigues innombrables et formeront un nouveau volcan en Europe.

Nos impérialistes savent que déjà avant la guerre l'Allemagne a refusé de prendre part dans le partage de l'Autriche-Hongrie, que l'Allemagne est aussi prête à défendre l'intégrité de la double-monarchie comme elle défendrait son intégrité à elle jusqu'à la dernière goutte de sang : sont-ce alors des motifs idéalistes de la libération des nationalistes opprimés qui guident nos impérialistes quand ils proclament la défaite de l'Allemagne et l'anéantissement de l'Autriche-Hongrie ? Nous appellent-ils à la guerre balkanique pour des motifs idéalistes ou pour leurs grossiers instincts égoïstes voulant l'anéantissement de l'adversaire ?

Au nom du bien-être des peuples russes et au nom du bien-être des peuples austro-hongrois également chers à la démocratie russe, nous ne voulons pas nous charger du rôle de libérateurs indésirables.

Les peuples de l'Autriche-Hongrie détermineront eux-mêmes leur vie commune.

En réponse aux cris de nos impérialistes : A mort l'Autriche-Hongrie ! nous déclarons : le « être ou ne pas être » de l'Autriche-Hongrie est l'affaire des peuples de l'Autriche-Hongrie.

Comme pour les peuples de Russie, s'ouvre pour les peuples de l'Autriche-Hongrie une ère nouvelle pour l'édification de leur constitution intérieure basée sur de libres principes démocratiques.

Rietch, 25.IV.17. — Un entretien avec les membres de la délégation anglaise et française :

Le 24 avril, les membres de la délégation anglaise, ainsi que les représentants de la délégation socialiste française, M. Moutet, ont reçu les représentants de la presse de Pétrograde et de Moscou.

A propos des buts de la guerre, les délégués anglais disent : « Les Anglais ne pensent pas le moins du monde aux annexions et contributions, mais la restitution des territoires occupés ainsi que des frais occasionnés sont obligatoires et ne peuvent pas être considérés comme annexions, ni indemnités. »

Le député de Lyon, M. Moutet, dit notamment :

Nous sommes arrivés en Russie, en comprenant qu'il se produit un événement ayant une grande importance non seulement pour la Russie, mais pour le monde entier. C'est un événement heureux pour les Alliés de la Russie, d'abord parce que la démocratie russe est mieux unie à présent aux démocraties alliées, ensuite parce que le peuple russe entraînera par son exemple les peuples des pays monarchiques de nos ennemis.

Dans nos nombreuses relations avec les gens de notre

rang nous nous sommes rencontrés aussi avec des pessimistes, mais leur pessimisme ne nous a ni pénétré, ni inquiété, parce que nous Français, nous avons une grande confiance en la Liberté. Dans des nombreux entretiens que nous avons eu avec des personnes, qui dirigent à présent l'opinion publique en Russie nous avons eu l'impression qu'il ne peut pas même être question de la paix séparée.

Ce que les éléments démocratiques ont le désir loyal de combattre, la guerre des conquêtes et d'annexions, à notre point de vue — continue M. Moutet — est le résultat le plus favorable et le meilleur de cette révolution. La pression que le Conseil des délégués ouvriers et soldats produit dans ce but sur son gouvernement, pression qu'il demande à nous — socialistes français — d'exercer également sur notre gouvernement, loin de nous effrayer, nous a réjoui.

Il était important pour nous d'élucider qu'entre nous et les socialistes russes il n'y a pas de divergences. C'est ce que nous avons essayé en particulier à propos des formules: «paix sans indemnités militaires et sans annexions».

Si les mots sans indemnité veulent dire que les provinces ruinées par ceux, qui ont déclaré la guerre, ne seront pas dédommagées pour les dégâts qu'on leur a causé, alors nous Français, nous ne pourrions jamais être d'accord sur une paix pareille, car notre pays ne fera jamais une paix déshonorante; l'opinion publique française balayerait les politiciens qui accepteraient une paix pareille.

Quant au mot annexion, il faut le définir plus clairement. Son vrai sens ne se complète que si l'on tient compte du principe accepté par tous les socialistes — le droit de tout peuple de décider lui-même de son sort...

On nous a demandé ici — continue M. Moutet — « si la question de l'Alsace-Lorraine était le seul obstacle à la paix, insisteriez-vous quand même? »

Nous répondrons que la question ne peut pas être posée de la sorte. Cela ne se pourrait seulement qu'en cas de défaite; nous croyons fermement en la victoire et ne pouvons pas pour des hypothèses nous dédire des principes proclamés.

Ensuite M. Moutet a déclaré qu'à propos des annexions on est parvenu dans les délibérations de Petrograd d'établir l'unité des points de vue des socialistes français et russes; quant à la question des indemnités les délégués alliés n'ont pas encore obtenu une réponse définitive.

Les délégués sont persuadés, que le bon sens des camarades russes ne permettra pas à ces derniers d'accepter les avances que leur font les socialistes allemands.

Quant à la désorganisation que la révolution aurait produit en Russie, le député Moutet dit que la désorganisation était la chose la plus regrettable de l'ancien régime. Tout ce que les députés ont pu voir à présent en Russie témoigne que l'ordre et l'organisation militaire nouveaux sont en train de se faire. « Nous sommes étonnés de ce qu'on a déjà eu le temps de faire, en particulier pour l'approvisionnement de l'armée ».

Si la France et l'Angleterre par leurs attaques contre les Allemands ont laissé du repos à la libre Russie, il ne faut quand même pas se laisser bernier par l'idée que la Russie n'aura pas à supporter une forte offensive de la part de l'ennemi. Soyons persuadés que la nouvelle Russie sera prête à parer ce coup et que le peuple russe animé des idées nouvelles saura défendre son œuvre et la liberté acquise.»

Le *Rietch* du 26.IV.17 relate la visite faite la veille par les délégués de la 7me armée à M. Kerensky, pour lui exposer leur état d'âme et le prier de donner d'utiles éclaircissements.

M. Kerensky répond:

Le gouvernement provisoire et le Conseil des députés ouvriers et soldats sont d'accord, des divergences n'existent

que sur la tactique à suivre et pour décider des objets urgents ou non. Le gouvernement dont je fais partie a besoin de la critique et du contrôle du Conseil des délégués des ouvriers et soldats. Nous croyons que les tendances créatrices prendront le dessus sur les programmes distincts des partis.

Nous nous efforçons de donner à l'armée tout ce dont elle a besoin, mais l'ancien régime a tout laissé dans un état complet de désorganisation; le charbon a disparu du marché ainsi que les métaux; la population souffrait de la faim. Si l'armée ne reçoit pas encore tout elle reçoit déjà plus que ne lui donnait l'ancien régime.

Pour la question de la terre je suis partisan du programme «terre et liberté» qui doivent être données au peuple en pleine mesure. Le gouvernement provisoire n'a pas pouvoir de liquider cette question qui ne sera réglée qu'avec l'intervention du front, par l'assemblée constituante. Il ne faut pas après avoir attendu des siècles vouloir tout régler en un instant. Aucune contre-révolution n'est plus à craindre car il n'existe pas un fou qui voudrait lutter contre la volonté de toute l'armée, de tous les paysans, de toute la démocratie, de toute la Russie.

Notre premier soin fût de renoncer aux annexions, aux brigandages, à ce qu'on appelle l'impérialisme, mais nous exigeons et forcerons ceux qui ne voudront pas nous entendre d'admettre que nous avons le droit de mener une vie libre, à notre place dans le monde.

Rousskoïe Slovo, 25.IV.17. — Union des Polonais militaires:

La réunion a envoyé le télégramme suivant au gouvernement provisoire et au Conseil des députés ouvriers et soldats:

«L'Union des Polonais militaires du département de Kieff salue chaleureusement l'appel du gouvernement provisoire russe et des Conseils des délégués ouvriers et soldats, qui ont proclamé l'indépendance de la Pologne, composée de toutes les terres polonaises annexées. Les soldats polonais ne resteront pas indifférents à l'appel de la Russie libre, qui nous invite à combattre à côté d'elle et de toute la coalition antiallemande au nom du mot d'ordre élevé de nos pères et de nos grands-pères pour notre liberté et la vôtre.

Suivant les traditions, un Polonais militaire doit lutter pour la liberté de tous les peuples. En ce moment la coalition antiallemande est déjà en réalité une union des peuples libres, qui combattent contre les Empires du Centre pour le droit à l'indépendance et la liberté de tous les peuples; nous Polonais luttons pour l'indépendance de toute la Pologne réunie y comprenant les terres polonaises détenues par l'Allemagne et l'Autriche, combattons en même temps pour la victoire et la liberté et de la justice, égale pour tous les peuples et toutes les classes.

Rousskoïe Slovo, 27.IV.17:

M. Vankol, un des leaders du parti social-démocratique hollandais, qui a assisté à la célèbre conférence de Zimmerwald et qui passe pour germanophile est arrivé à Copenhague. Il a été interviewé par le correspondant du «*Rousskoïe Slovo*».

— Voulez-vous connaître, a dit M. Vankol, les impressions que je rapporte de Berlin. Je les raconterai volontiers; mais je dois avant faire une petite préface. Je vous prie de croire à mon désir sincère de collaborer à la paix et de ne pas m'étiqoueter comme germanophile. J'ai consulté des camarades allemands et autrichiens, je me suis entretenu également avec le ministre allemand aux affaires étrangères, M. Zimmermann et j'ai acquis la conviction que non seulement les social-démocrates autrichiens et allemands, mais aussi les cercles dirigeants sont prêts à une paix immédiate.

Vous demandez, à quelle paix, et pourquoi l'Allemagne ne se hâte pas de formuler ses conditions? L'Autriche, cela va sans dire, ne pense pas aux annexions, ni aux contributions, elle veut seulement conserver son territoire, laissant à la Galicie la liberté d'une autonomie la plus large; elle est d'accord pour établir complètement la Serbie et lui garantir une issue à l'Adriatique. Quant aux concessions à l'Italie et à la solution du problème national — hélas! — je ne peux rien dire.

Les conditions de paix de l'Allemagne sont beaucoup plus compliquées. A l'intérieur de l'Allemagne se produit une lutte immense entre les forces opposées. Les social-démocrates proposent au gouvernement de renoncer immédiatement aux annexions et indemnités et de démocratiser le régime de l'Etat: Les pangermanistes perdent de jour en jour du terrain; ils sentent la défaite inévitable, ils s'attachent

convulsivement à leurs positions, ils sonnent l'alarme, et supplient Hindenburg de mettre fin aux idées pernicieuses des social-démocrates et de prendre le pouvoir entre ses mains. Bref, les pangermanistes insistent sur la dictature militaire. Il n'est pas difficile de s'imaginer combien dans le pays s'est amassé de matière inflammable, suite à tout cela.

Le gouvernement tâche visiblement d'éclaircir par des concessions l'atmosphère chargée d'électricité et de prévenir l'explosion. Je ne doute personnellement pas de la victoire de la démocratie. Je ne saurais pas dire pourquoi le gouvernement allemand n'a pas encore renoncé officiellement aux annexions et contributions. En tout cas il est temps de le faire, surtout après la déclaration du gouvernement russe. Je ne peux dire qu'une chose — la restitution de la Belgique est décidée. J'ignore les autres conditions.

POLOGNE

Naprzod de Cracovie, du 11.V.17, publie sur la politique polonaise en Galicie un article du leader du parti socialiste de Galicie et de Silésie Ignacy Daszynski, dont nous extrayons les passages les plus importants:

... La fièvre de méfiance dérive de la crainte que le Cercle (Kolo) pourrait pour un profit ou commodité politique momentanée abimer à tout égard notre avenir. Les uns tremblent peut-être plus pour la Pologne, les autres pour la Galicie; mais tous tremblent devant la honte.

J'ai jeté un mot lourd comme une pierre, mais cette pierre pèse aujourd'hui sur d'innombrables cœurs polonais...

Que veulent les Polonais du Cercle? Qu'exigent-ils de leurs députés élus? De sauvegarder l'honneur et la dignité de la nation!

De quoi ont-ils peur? De l'humiliation dans une grande époque! Un homme politique, ayant devant lui une situation aussi difficile que celle devant laquelle est actuellement placé tout Polonais, accomplira déjà son devoir en ne démoralisant et ne brisant pas sa société, — s'il tient haut la morale politique dans ses rangs et conserve les forces de résistance pour les temps difficiles à venir, les plus proches. Le Cercle polonais doit répondre à ce désir, s'il veut rester solidaire et conduire la politique polonaise en Autriche.

Le pays du Cercle n'attend ni une formule élégante ni qu'on le calme sur la question de frontières de la Pologne;

Il attend des mots et des paroles qui répondront à tout ce que sentent aujourd'hui les Polonais. Personne ne peut à aucun prix ni sous aucune forme renoncer aux immortels droits à la Grandeur! Personne n'a non plus le droit de douter publiquement que ces droits peuvent être réalisés!

Tous les Polonais ressentent aujourd'hui ce sentiment que le Cercle doit exprimer.

Glos (de Varsovie), 12.V.17:

Sont problèmes de notre presse: la question du nombre des partis et groupements politiques et leurs relations. Certains considèrent que le nombre de partis est au-dessus de la normale, les autres ny voient aucun mal politique, d'autres enfin, les gens de vieille date, sont adversaires des partis.

A propos de paroles du secrétaire d'Etat allemand, le Dr Helfferich, qui a dit que nous manquons de partis normalement organisés, assertion d'ailleurs vraie dans une grande mesure, on a recommencé de discuter cette question.

Fixons la matière de discussion. Il y a en Royaume de Pologne dix-huit partis et groupements politiques:

Parti de politique réaliste; Union de l'indépendance économique; Parti national-démocrate; Démocratie chrétienne;

Parti progressiste polonais; Club des Etatistes (partisans de l'Etat) polonais; Parti national; Ligue pour la reconstitution de l'Etat polonais (L. P. P.); Parti de la Démocratie polonaise; Alliance de l'indépendance; Union populaire; Union nationale ouvrière; Union de partis démocratiques (c'est-à-dire le Groupe du travail national, les Radicaux nationaux, et l'Union progressiste polonaise); le Parti populaire polonais; le Parti de l'indépendance nationale; Parti socialiste polonais (P. P. S.); Parti socialiste polonais (la gauche); Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lithuanie.

... Ce n'est pas le nombre de partis, mais bien leur valeur qui décide de la maturité politique d'une société; les programmes bien définis, le manque de sectarisme, la capacité de consolidation et de création de plateformes et de blocs, la bonne orientation dans les circonstances actuelles et surtout la possession dans leur sein d'hommes sérieux et politiquement mûrs — voilà les qualités de maturité politique et sociale.

Kurjer Polski de Varsovie, 14.V.17:

Il y a chez nous des républicains sincères. Mais il y en a d'autres qui ont une manière bizarre.

Et c'est ceux-là qu'il faut regarder en face. Leur caractère est aussi juste qu'intéressante. Depuis longtemps ils évitent toute publication de programme, pour ne fermer à leur énergie aucune route idéale, par laquelle on peut arriver au pouvoir.

En prévision, semble-t-il, qu'un jour viendra où le républicanisme pourra leur servir, ces républicains ont reproché aux conservateurs d'être trop libéraux. Ces républicains étaient au comble du bonheur lorsque le tsarisme leur a fait une fausse promesse d'autonomie polonaise. Ces républicains recrutaient des volontaires polonais pour « les compagnies de Nowo-Aleksandria » pour l'armée tsariste.

Ils ont changé. Tout change! Mais leurs changements sont bizarres. Opportunistes sans programme, ils sont devenus radicaux extrêmes. Ils n'ont pas assez d'une Pologne possible, ils veulent une Pologne allant d'une mer à l'autre. Sinon ils ne veulent rien! Un régent, un roi leur sont désagréables. Ils veulent un président. Autrement — rien.

Et justement dans ce « rien » réside toute la pensée politique de ces soudains radicaux, de ces républicains soudains. Bien entendu, il ne suffit pas, à leurs ambitions et à leurs intérêts, de s'être placés dans une situation inextricable. Ils voudraient maintenant par différentes ruses forcer aussi les autres à ne rien faire.

Du même journal, 21.IV.17:

Un meeting polonais tenu à Ekaterinoslav a voté l'ordre du jour suivant:

« Considérant que le peuple polonais a reconnu le Conseil d'Etat comme gouvernement national provisoire, les mandats des soi-disant députés du Royaume de Pologne à la Douma russe perdent leur valeur, d'autant plus que la politique du Cercle polonais (Kolo Polskie) et du Comité national était et est contraire aux intérêts et aspirations de la nation. »

Echo Polskie de Moscou, du 22.IV.17, publie les informations suivantes sur la question de l'armée polonaise en Russie :

Des délibérations sur la création de l'armée polonaise, organisées par l'initiative de l'Union des militaires polonais, ont lieu depuis quelques jours à Pétrougrade avec le concours des représentants de toutes les organisations polonaises politiques et sociales.

Sauf un groupe insignifiant, l'écrasante majorité de participants s'est prononcée contre la création d'une armée séparée polonaise en Russie, motivant leur attitude par l'impossibilité de communiquer avec le pays (Royaume de Pologne) pour en recevoir des instructions.

Dans ce même journal, nous trouvons un compte rendu d'une assemblée de militaires polonais de la garnison d'Orel :

« Un ordre du jour a été voté presque à l'unanimité, proposant de créer un comité central de toutes les organisations polonaises en Russie, qui s'entendrait constamment avec le Conseil d'Etat de Varsovie et agirait conformément aux indications de ce Conseil, afin de conquérir l'indépendance de la Pologne. »

AUTRICHE

Reichspost, 16.V.17. — Le discours du chancelier :

Le chancelier allemand a raison. N'importe quelle indication d'un programme des buts de guerre serait une prolongation de celle-ci. Si les puissances centrales revendiquent certaines exigences avant que l'issue de la guerre mondiale oblige les adversaires à les accepter, ceux-ci chercheront à s'y soustraire par de nouveaux efforts et par un redoublement de haine et de passion. Si les puissances centrales renonçaient déjà maintenant à n'importe quelle indemnité et à n'importe quelle sûreté pour leur paix future, elles chargeraient d'une part leurs peuples de tout le risque dans cette guerre qui n'est pas encore terminée, tandis qu'elles exempteraient en même temps les ennemis de tous risques d'une guerre poursuivie sans conscience.

Neue Freie Presse, 16.V.17. — Le discours de M. de Bethmann-Hollweg sur les buts de guerre. — Aucune divergence d'opinion entre les alliés dans la question de la paix :

On peut tirer du discours de M. von Bethmann-Hollweg des conclusions générales importantes concernant la politique des puissances centrales à l'est et à l'ouest. Il a parlé de la note de décembre par laquelle les ennemis ont été invités à convenir d'une paix honorable, et il a fait l'importante remarque que les principes de cette politique des puissances centrales ont été maintenus. L'Entente a appris à ce moment-là que les puissances centrales ne veulent humilier personne par leurs propositions. Ainsi la modération dans les buts de guerre ne se limite pas seulement à l'est, mais elle comprend aussi l'ouest. Nulle part une paix de tempérament ne doit se mettre en opposition avec la paix de raison que les puissances centrales ont recommandées, celle que le comte Czernin et M. de Bethmann-Hollweg veulent, et qui serait une délivrance pour tous les peuples. Ce ne sont pas seulement les mots concernant la Russie qui reflètent l'opinion des puissances centrales, mais bien le discours tout entier. La note de décembre revit dans les explications du chancelier comme elle continue de vivre dans les rapports du comte Czernin. Mais ce qu'il y a de plus beau dans le discours, c'est l'annonce que nous nous rapprochons de la bonne fin.

Neue Freie Presse, 17.V.17. — La paix monte et Milioukof descend. — Nomination probable de ministres ouvriers.

L'Entente n'a plus rien à dire à Petrograd et doit craindre d'heure en heure que le peuple, dont l'impatience pousse

vers la paix, ne supporte même plus les liens de papier qui entravent encore la Russie. La chute de Milioukof est la chute de l'Entente. Dans le recul et à la lumière de l'histoire cet événement apparaîtra encore bien plus important qu'aujourd'hui et sa signification se donnera mieux que ce n'est possible déjà maintenant.

Le gouvernement provisoire devra se soumettre à la volonté populaire :

La rupture avec l'Entente est presque accomplie. La paix sans annexions en signifie le départ. Nous sommes au centre d'événements d'une portée incalculable et nous nous rapprochons de la bonne fin.

Neues Wiener Journal, 17.V.17. — Le Club polonais dans l'opposition.

Cette décision a été provoquée par les difficultés pendantes entre le gouvernement et le Club polonais par rapport à la question de l'autonomie de la Galicie. Les divergences de vues avaient été jusqu'ici atténuées par des compromis et la rupture complète avait pu être évitée.

Le passage du club polonais dans l'opposition aura probablement comme conséquence immédiate la sortie du Dr Bobrzynski du ministère. Nous avons déjà dit qu'on ne pouvait pour le moment prévoir quelles seront les autres conséquences, mais tout l'événement paraît devoir être un grave danger pour l'existence du cabinet Clam-Martinitz et surtout pour l'entreprise d'un travail parlementaire fécond, ce qui serait profondément regrettable.

Reichspost, 18.V.17 (édition du soir). — Les buts de guerre « non modifiés » de l'Angleterre :

Mais beaucoup plus important est le renoncement solennel de Cecil à ce qui furent jusqu'ici les raisons de guerre « idéales » et « morales » de l'Angleterre. Lord Robert Cecil jette enfin le masque. Il dit que des actes de justice et de restauration ne sont pas des causes de guerre. Jusqu'à présent on a lu le contraire : on nous a toujours dit que l'Angleterre était entrée en guerre exclusivement pour de tels motifs. L'hypocrisie n'a vraisemblablement plus de raison d'être. Cecil émet encore un principe qui mérite la plus grande attention. Il n'est pas partisan que les résultats déjà obtenus par la guerre, — le fruit de « conquêtes désirables » soient abandonnés. Ceci est un coup de poing en plein visage de tous les alliés de l'Angleterre. Suivant ce principe les Anglais auraient la possibilité de conserver toutes leurs conquêtes faites pendant la guerre, les colonies avant

tout, mais ce que les alliés de l'Angleterre ont perdu serait tout à fait abandonné.

Reichspost, 18.V.17 (édition du matin). — La 10^{me} bataille de l'Isonzo.

Si on tient compte de la quantité de canons et de fan-

tassins que l'ennemi a rassemblé sur le front d'attaque qu'il a choisi, et si l'on compare à cela le nombre de prisonniers indiqué des deux côtés, la part de reconnaissance qui revient aux vaillants défenseurs de ce secteur ardemment, mais inutilement attaqué jusqu'ici, se donne d'elle-même. Nulle part la percée projetée n'a réussi aux colonnes d'attaque jusqu'à présent.

BELGIQUE

La Métropole, 15.V.17:

A côté de ceux qui souffrent de la guerre, il y a ceux qui en profitent, c'est-à-dire les neuf-dixièmes de l'humanité, et l'intérêt transforme les citoyens les plus paisibles en de monstrueux canibales. Il y a des tas de gens qui se demandent ce qu'ils feront lorsque, la paix venue, ils seront privés de revenus que le massacre leur avait assurés et ceux-là sont loin de souhaiter que le chambard finisse de sitôt. Malheureusement, il n'y a pas pour eux de péril immédiat et ils peuvent encore s'attendre à jouer pendant quelques temps aux victimes de la guerre avant d'ouvrir des souscriptions pour les victimes de la paix.

L'Opinion wallonne, 15.V.17. — Le conférencier qui s'éclipse:

Le camarade-ministre Emile Vandervelde devait donner le 22 avril, dans la série des conférences de «Foi et Vie», à la salle de l'Horticulture, une conférence sur le «mouvement flamand et la France». Cela nous promettait, sans doute, d'intéressantes déclarations dans le goût de celles que le camarade-ministre fit à la Société des Gens de Lettres où il salua, devant une assemblée d'écrivains français, le jour prochain où tous les Belges parleraient le flamand.

Mais Vandervelde n'a pas donné sa conférence. Il ne la donnera probablement pas. Est-ce son succès à la manifestation russe du Trocadéro qui l'a défrisé? Ou bien, M. de Broqueville lui a-t-il démontré l'indécence d'une pareille conférence flamingante au moment où le chef du cabinet priaît les journalistes belges d'abandonner toutes les discussions sur la question des races et des langues?

L'Opinion wallonne, 15.V.17. — Loyauté:

Tous les journaux ont reproduit le compte rendu résumé de la séance du 3 mai, de la grande commission du Reichstag. Le «XX^e Siècle» comme les autres journaux. Mais pourquoi notre confrère, qui est adversaire du fédéralisme, a-t-il coupé dans la dépêche de «Radio», les déclarations sensationnelles de l'orateur allemand annonçant «qu'après de fréquents entretiens avec les Flamands dirigeants, il considérait comme un sérieux danger le projet de former des Etats-Unis de Belgique placés sous l'ancienne dynastie».

Notre confrère a supprimé cette phrase parce qu'elle est la justification la plus évidente de la politique patriotique de l'«Opinion Wallonne».

La Métropole, 16.V.17:

A moins que toutes ces dépêches ne constituent des faux, M. Vandervelde dit rouge à Stockholm, noir à Londres et blanc à Paris. C'est assez sa manière. Les Belges, pas plus ceux de Belgique que d'ailleurs, ne l'aiment pas du tout.

Et si M. Vandervelde continue ce petit jeu très dangereux, nous le prévenons charitablement que malgré les services qu'il peut avoir rendus à la cause belge, on dira bientôt de lui ce qu'on dit de Camille Huysmans à Bruxelles: «Nous espérons bien qu'il ne reviendra pas!»

Le XX^e Siècle, 17.V.17. — L'Internationalisme, voilà l'ennemi!

Personne ne peut se dissimuler aujourd'hui que l'ennemi le plus dangereux de l'Entente, c'est la fraction zimmerwaldienne du parti socialiste. Voilà plus de deux ans qu'elle travaille, en Italie, à calomnier l'Entente, à faire oublier la Belgique, à saboter la guerre.

Vrij België, 18.V.17. — (Julius Hoste):

L'alliance Flamando-Belge vient de se fonder et les adhésions affluent. C'est la preuve que l'esprit libre et édifiant de l'appel par lequel ce nouveau groupement flamand fut annoncé, rencontre des approbations nombreuses. Contrairement à ce que l'on en déduira probablement «Vrij België» ne sera pas l'organe de ce nouveau groupement, pas plus que je n'en suis porte-voix officieux; je ne songe même pas à jouer un rôle «directeur» dans son sein. Si en Hollande, en peu de semaines, quelque deux mille signatures figureront au bas d'une déclaration claire et nette, nous accueillerons ce présage, que le peuple flamand qui peut s'exprimer librement, possède la volonté formelle de voir écarter toute ingérence étrangère, d'où qu'elle vienne, ni de n'importe quelle façon elle se produise, dans les affaires de l'Etat. C'est la base principale de la reconstitution de la Belgique dans le domaine moral.

Le XX^e Siècle du 19.V.17 prédit que les nations européennes sortiront de la guerre plus nationalistes qu'elles ne l'étaient en y entrant.

Bornons-nous à prendre deux faits entre cent. Il y a un courant français pour l'annexion du Grand-Duché de Luxembourg à la France. Un livre a paru à ce propos. Des articles ont passé dans la presse. Quelques civils qui ne sont pas tous grands ducaux font, soi-disant au nom des deux mille luxembourgeois qui se battent dans l'armée française — il y en a 8000 dans l'armée belge — du bruit pour cinquante mille hommes. Attendons-nous à voir cet appétit grandir. Un de ces jours, nous apprendrons qu'un groupe français s'est formé pour revendiquer toute la rive gauche du Rhin, depuis Wesel jusqu'à Metz et Strasbourg.

Tant mieux pour la nation française. Cet appétit est un signe de santé. Ce souci de frontières stratégiques dérive d'une lucidité politique qu'il faut admirer sans réserve... (Censure).

Nos voisins ont envie de terres, de charbon et de fer? Très bien. Mais nous? Serait-il impossible de faire comprendre à nos voisins, amis et alliés qu'il n'y aura pas de plus solide ni de plus sûr boulevard, pour une France de 40 millions d'habitants, après une guerre de trois ans et plus, qu'une Belgique fortifiée?

En Angleterre, autre chanson. Ni le gouvernement ni l'opinion ne demandent, sur le continent, un pouce de territoire. En Asie et en Afrique, il faudra voir. Mais pour se manifester dans un autre domaine, le nationalisme anglais n'en mérite pas moins de retenir notre attention.

Wells, l'illustre Wells, le plus nationaliste des socialistes et le plus socialiste des nationalistes anglais, invitait il y a quelques jours la nation anglaise à mettre ses souverains en demeure de choisir entre la fidélité du pays et les allian-

ues avec les dynasties allemandes. De mémoire d'homme, on n'avait vu un citoyen du Royaume-Uni aborder publiquement pareil sujet. Rien ne s'est écroulé cependant. Si les princes et princesses d'Angleterre ne s'étaient pas mariés avec des princesses et des princes allemands, dit Wells, nous aurions encore l'île d'Héligoland, et l'Angleterre, au lieu de se laisser mettre dedans par le pacifisme apparent des Boches, se serait préparée au grand choc. Déduction excessive à nos yeux.

Sa conclusion est que la monarchie anglaise sera nationale, totalement, profondément, exclusivement, ou qu'elle ne sera plus.

Pauvres innocents de Belges qui disent en frappant du pied, comme des enfants fâchés, à propos de ceci et de cela: «je ne veux pas, na; je ne le ferai pas, na!» Attention au baromètre européen. Il s'agit bien de savoir ce que nous avons envie de faire! C'est de savoir ce qu'il faut que nous fassions qui importe. Petit, central, éternellement exposé à l'invasion et à la mort, notre pays ne peut se sauver, vivre, durer sans se soumettre à la loi de l'Europe. Or, voilà l'Europe qui se nationalise avec passion... Et dire que d'aucuns s'irritent contre nous, quand nous leur disons cela, au lieu de s'en prendre à leur ignorance, qui va les exposer sans parapluie à une terrible averse!...

Le XXme Siècle, 19.V.17:

Le comité de propagande du Havre, dirigé par des personnalités distinguées, a fait depuis quelque temps surtout, d'excellentes choses. Puisse-t-il prendre, sans tarder, toutes les mesures nécessaires pour obtenir dans tous les pays de l'Entente, le concours de la grande presse. Il est encore temps, mais il est grand temps...

Le Peuple belge, 20.V.17. — Résolution du Parti ouvrier belge:

Mis au courant des instances pressantes faites avant et dès la guerre par un groupe capitaliste auprès du gouvernement belge en vue de racheter ou d'exploiter à ferme les chemins de fer nationaux, et sachant que le citoyen Vandervelde s'opposera de toute son énergie à ce scandale financier, le Parti ouvrier belge déclare au gouvernement et au roi qu'il est décidé à empêcher que la plus importante de nos régies ne soit livrée à une entreprise privée.

Au point de vue du contrôle parlementaire, le Parti ouvrier belge regrette que, seules quelques personnalités aient été consultées afin de donner un blanc seing au gouvernement pour les actes qu'il aurait à commettre pendant la durée de la guerre et estime qu'aucune différence n'aurait dû et ne doit être faite entre les mandataires du parti et de la nation;

Il déclare qu'il ne reconnaît comme mandataires à l'extérieur que les sénateurs et députés qui sont au front ou qui sont à l'étranger par ordre;

Il dénie à tous autres le droit de contrôler la question publique et de parler au nom du peuple belge.

La Patrie belge, 20.V.17:

«Tous les pouvoirs émanent de la Nation», «La Constitution ne peut être suspendue en tout ni en partie»: tels sont les termes des articles 25 et 130 du Pacte Fondamental décrété en 1831 par le Congrès National.

Nos députés ont daigné s'en souvenir un instant, lorsqu'il s'agit pour eux, de préserver le Parlement de la dissolution que... (censure)

il y a juste un an. En un rapport plein de considérants judicieux, ils sauvegardèrent heureusement leurs émoluments de représentants du peuple, et, cet acte héroïque accompli, s'empressèrent d'oublier Constitution, Rapports et Considérants.

«La presse est libre; la censure ne pourra jamais être établie» dit l'art. 18 de notre Constitution, et si la guerre injuste à laquelle la félonie allemande nous a contraint, justifie l'instauration d'une censure militaire, nous n'en sommes pas moins soumis également à une censure politique intolérable et pour laquelle il y a d'autant moins d'excuses que tous les chefs d'Etats alliés l'ont flétrie à la tribune et désavouée publiquement.

Quoi qu'il en soit nous combattons, je crois, pour notre Indépendance, tous les Etats ont à respecter notre Souveraineté Nationale.

Que notre gouvernement se préoccupe «des critiques de nos bailleurs de fonds», j'en suis bien aise; mais me serait-il permis de lui faire remarquer qu'en Belgique, il n'y a que le Peuple Souverain qui a des des critiques à faire et qu'il semble trop souvent l'oublier.

SUISSE

La Suisse:

Une fois de plus, M. de Bethmann-Hollweg a beaucoup parlé pour ne rien dire. Peut-être même n'avait-il jamais tant parlé et moins dit. Il désire ardemment la paix, ce dont nous nous doutions depuis novembre. C'est un besoin pressant. Seulement, voilà!... D'abord les adversaires de l'Allemagne n'en veulent rien savoir. Plus véridiquement ils ne veulent rien savoir de la paix de l'Allemagne dont les conditions sont de plus en plus impénétrables, étant donné qu'il faut ménager la chèvre annexionniste de droite et le chou blanc de gauche. D'un côté, oui sans doute. De l'autre on est peut-être bien près de s'entendre. Malheureusement... Faite d'élasticité comme les retraites d'Hindenburg, toute la politique du chancelier d'Empire tient en une simple et souple formule: Fin rapide mais heureuse.

La seule difficulté consiste à obtenir cette fin.

Le Journal de Genève:

Le raisonnement de l'état-major est curieux: «Vous avez pris la contrée de Vailly et le rebord méridional du plateau de Craonne» disent-ils aux Français, «mais vous espérez atteindre le rebord septentrional; vous ne l'avez pas atteint; vous avez subi une grave défaite».

Puis, quelques jours plus tard: «Vous avez gagné du terrain vers le Chemin-des-Dames, c'est vrai, mais vous espérez gagner le Chemin-des-Dames lui-même; vous ne l'avez pas gagné; vous avez subi une grave défaite.»

Quelques jours passent encore; nouvelle explication: «Vous êtes sur le Chemin-des-Dames, c'est vrai, mais vous comptiez descendre vers l'Ailette; vous n'êtes pas descendus; vous avez subi une grave défaite.»

D'où cette conclusion que si les Français gagnent du terrain, c'est de défaite en défaite. Les communiqués allemands raisonnaient-ils ainsi lorsque le terrain était tout pour eux et qu'ils invoquaient son occupation comme preuve de leur supériorité stratégique?

La Tribune de Lausanne:

Voici qu'aux pays qui portent, inscrites sur leur sol meurtri, les marques de la bataille, terres désolées! succèdent d'autres terres encore plus désolées qui sont marquées du sceau de la barbarie. Des hautes lignes de peupliers qui sont l'orgueil des routes de France, il ne reste plus que des troncs rasés à la base; les arbres des vergers sont les uns abattus, qui gisent couchés et morts au milieu des prés; les autres, par un raffinement de cruauté, ont vu

leur tronc pelé de leur écorce, afin que plus jamais la sève qui circule entre l'écorce et l'aubier ne puisse monter aux branches. Dans leur rage de destruction, les Allemands ont assassiné la nature. Et je songe au milieu de ces dévastations infâmes, aux paroles que prononçait, à la face de ses hordes dociles et serviles, le Kaiser proclamant que si jamais il était contraint d'évacuer les terres ennemies qu'il occupait en France et en Belgique, il les abandonnerait « chauves ». Le Kriegsherr a tenu parole, obligé de reculer il a rasé le pays et son cœur barbare, avide de faire le mal pour le mal a dû se réjouir de tant de désastres volontairement accumulés. Mais que penser du peuple qui peut accepter, admirer même, la mentalité qui préside à ces sacrifices dont a soif le Moloch germanique!

A Noyon, tout a été pillé, les maisons ont été vidées de tout ce qu'elles contenaient, et avec des raffinements trop dégoûtants pour être rapportés ici, les Allemands se sont employés à les infecter de façon à ce qu'elles soient inhabitables. Dans un grand hôpital auxiliaire, l'infection est telle, et a été réalisée avec un soin tellement scientifique, que l'architecte qui est venu le visiter a fini par déclarer qu'il ne restait qu'une chose à faire: raser le bâtiment pour le reconstruire. Ces méthodes de destruction de la Kultur peuvent s'appeler de la « barbarie perlée ».

Le comble, c'est que s'étant conduits ainsi ignominieusement, les Allemands ont laissé sur la maison natale de Calvin une inscription pleine d'admiration sournoise et de respect cauteleux.

La Genevois:

La paix séparée russe serait conclue, à l'heure qu'il est, si le tsarisme avait plus longtemps vécu. Les choses étaient beaucoup plus avancées en cette voie qu'on le croyait. Nicolas II, profondément irrité par le meurtre de Raspoutine, qui avait si fort affecté l'impérialisme, était devenu étonnamment accessible à l'influence de celle-ci. Il n'était plus tenu, vis-à-vis de ses alliés — et de la France, presque exclusivement — que par le respect de la parole donnée. C'est quelque chose dans un honnête homme; ce n'est pas assez dans un souverain, dont le principal souci est de sauvegarder sa propre dynastie. D'autre part, la politique d'expansion russe en Orient et d'influence dans les Balkans et sur l'Adriatique se heurtait aux vues ou compétitions d'autres Alliés. Enfin, le tsar s'apercevait que la défaite totale de l'impérialisme allemand vaudrait à l'Europe, d'ici un quart de siècle, d'être entièrement démocratisée...

Mais voici que la Russie révolutionnaire, à son tour, se montre encline à traiter avec l'ennemi... Eh bien, même si c'était exact — et l'on sait que la discussion au moins continue — ce ne serait pas du tout la même chose. Pourquoi? Parce que: 1. cela demanderait du temps, alors qu'en une heure un protocole de paix signé de Guillaume et de Nicolas aurait consommé le crime; 2. cela, pratiquement, sera presque irréalisable, parce que les Russes qui sont sincères en voulant la paix immédiate verront leurs yeux se dessiller lorsque les conditions seront formulées; 3. cela supposera une abdication totale de l'armée devant les extrémistes, ce qui sera autrement difficile à obtenir que l'ait été l'obéissance passive au tsar. En d'autres termes, il est bien moins aisé à l'Allemagne de faire la paix avec la Russie anarchique qu'avec la Russie tsariste.

La Gazette de Lausanne:

Il y a quelque chose de changé dans les rapports des soldats russes avec leurs camarades des autres pays alliés. Le soldat français ou le voinik serbe démocratiques se sentent plus proche de celui qu'ils ont considéré jusqu'alors comme venant d'un pays mystique qu'ils ne comprenaient pas. Maintenant soldats russes et anglais se saluent amicalement et dans les cafés les simples fantassins du nord

claquent leur verre avec ceux du sud, ce qui, avant, n'était pas possible, car l'autocratie de l'ancien régime n'a pas permis aux non gradés l'accès des locaux où fréquentent les officiers.

L'avènement de la Russie libérale aura aussi pour effet de resserrer l'amitié russo-serbe. L'ancienne Russie avait toujours traité la Serbie en cendrillon pendant que toutes ses préférences allaient vers la Bulgarie félonne. Pourquoi cela, puisque la Serbie avait toujours montré une affection vraiment touchante et, fort souvent hélas, bien mal récompensée envers sa grande sœur? La réponse est bien simple. Il y avait entre les deux pays la démocratie chère en Serbie et abhorrée en vieille Russie. La Russie nouvelle saura récompenser la fidélité des Serbes qui, dans cette guerre, se sont montrés moralement si grands.

* * *

Vaterland, 10.V.17. — Paix sans conquêtes et sans indemnités:

Une paix sans conquêtes ni indemnités de guerre, voilà ce que demandent un grand nombre de social-démocrates. C'est aussi l'exigence du camp bourgeois, d'amis sincères de la paix chez les belligérants comme dans les pays neutres qui ont aussi à supporter les suites économiques lourdes et ruineuses de la guerre des peuples qui dure depuis bientôt trois ans. Seule une paix sans conquêtes pourra être une paix durable dans laquelle les peuples pourront laisser les plaies de la guerre se guérir lentement et dans laquelle eux-mêmes retrouveront la santé économique. Il ne faut pas songer à des indemnités de guerre, car tous les peuples auront déjà les charges financières les plus lourdes à porter à cause des dettes contractées par les États et à cause du paiement de leurs intérêts et de leur amortissement. Nous avons exprimé plusieurs fois cette opinion dans le « *Vaterland* » avec la pleine conviction que c'est la seule voie pour une prochaines réconciliation des peuples qui sont nos voisins, réconciliation que le monde entier devrait appeler et qui seule est digne de l'humanité et répond aux principes du christianisme.

Neue Zürcher Zeitung, 10.V.17. — Ce que peut être la paix future.

Le prince Alexandre de Hohenlohe a publié dans ce journal un important article sur « Les conservateurs prussiens et la paix ». Il montre que ces conservateurs ne veulent rien savoir de la paix sans annexions ni indemnités des social-démocrates et prétendent qu'une telle paix conduirait l'Allemagne à l'abîme et lui ravirait la possibilité d'une paix en rapport avec les sacrifices incalculables et avec les faits d'armes au-dessus de tout éloge de l'armée et la priverait des indemnités permettant de guérir les plaies de la guerre. » Les « Junkers » prussiens n'ont rien appris de cette guerre et ne veulent pas se rendre compte des exigences de la nouvelle époque qui s'avance. Tout le monde sait ce qu'a fait l'armée allemande et tous les peuples combattants ont eu des sacrifices incalculables à accomplir.

Mais celui qui observe tout à fait objectivement la situation de tous les États belligérants doit, s'il ne ferme pas intentionnellement les yeux devant la réalité, en arriver à la conclusion qu'aujourd'hui, les sacrifices en biens et en vies accomplis par tous les peuples participant à cette guerre, pour mieux dire, par tous les peuples souffrant de cette guerre, sont arrivés pour tous, sans aucune exception, à une telle hauteur gigantesque qu'il est absolument impos-

sible de parler d'une « indemnité suffisante » ni d'une guérison des blessures causées par la guerre. D'abord, si la guerre ne se termine pas bientôt, tous les peuples vont se trouver dans une situation financière telle qu'ils seront absolument incapables de payer une somme pouvant entrer en ligne de compte; ensuite, même en se chiffrant par milliards, cette somme ne serait jamais une indemnité en rapport avec les sacrifices consentis. Tous ces sacrifices seraient-ils vains? Ce serait tragique. Non! Il n'y a qu'« une » indemnité des peuples pour l'indescriptible et immense souffrance que cette guerre lui a apportée: c'est la paix durable, comme résultat de la guerre. C'est à cela que tous ceux qui peuvent concourir à la conclusion de cette paix doivent travailler et il faut avoir en vue dès maintenant cette résultante de la guerre. Aussi n'est-ce pas indifférent (comme le craignent les conservateurs) que les conditions de paix ne comportent ni annexions, ni indemnités de guerre; c'est au contraire une nécessité que la paix soit conclue de cette manière. Car ce n'est que si cette paix n'entraîne pas avec elle, dans l'ère nouvelle, d'anciens et de nouveaux sujets de dispute, si elle ne sème pas le mécontentement et la discorde entre les peuples par ses annexions violentes et si aucun des participants ne quitte la salle des délibérations de la conférence de la paix avec d'amers désirs de vengeance, c'est alors seulement qu'on pourra espérer que la paix n'est pas seulement un armistice et que, si elle n'est pas la paix éternelle, elle sera du moins une paix assurée pour un temps assez long pour que l'humanité ait la possibilité de s'organiser afin que dans un avenir éloigné elle puisse à nouveau compter sur une continuation de la paix.

Le prince Hohenlohe ajoute que c'est là la seule paix que désirent les peuples et qu'après trois ans de guerre les peuples ne cherchent plus à savoir combien de milliards les uns pourront extirper aux autres, mais demandent: Quand la fin de la guerre sera-t-elle là? Les hommes d'Etat de Berlin n'osent pas appuyer la proposition austro-hongroise par crainte des conservateurs. Le moment est venu où l'on ne peut plus suivre l'ancienne routine; le peuple veut avoir son mot à dire et prendre part au gouvernement. Tout parti, tout comme tout homme d'Etat, quels qu'ils soient, qui ne comprend ou ne veut pas écouter ces voix du peuple devra disparaître peut-être plus vite qu'il ne le suppose afin de faire place à des hommes reconnaissant les nécessités des temps, car la patience du peuple est à son extrême limite.

Basler Nachrichten, 16.V.17. — Le Reichstag et les buts de guerre allemands:

La séance d'hier du Reichstag n'a apporté que ce qu'on pouvait raisonnablement attendre d'elle: aucune explication sur les buts de guerre allemands, mais éclaircissement complet sur la ferme volonté du chancelier de ne se laisser fixer sur aucun programme de paix, pas plus du côté des social-démocrates que de celui des Vieux-Allemands.

Il était impossible à un gouvernement conscient de sa responsabilité de se laisser imposer une autre conduite tant qu'aucun facteur décisif ne se montrait dans cette guerre. Les grandes batailles du nord de la France ne sont pas encore décisives. On ne sait pas encore si la guerre sous-marine intensifiée deviendra une catastrophe ou seulement une calamité pour l'Angleterre. On ne sait également pas

encore si l'armée russe deviendra capable d'une résistance passive ou si elle cédera entièrement. De plus, pas plus de ce côté que de l'autre, ce ne seront des unités absolues qui auront à conclure la paix, mais des coalitions de consistance inégale qui peuvent être renforcées ou affaiblies par le succès ou l'insuccès.

C'est une conception commerciale, mais non politique, que de croire qu'en face des possibilités incertaines de l'avenir, on puisse traiter à paix comme une affaire à terme. Le chancelier ne peut pas déclarer qu'il se contentera de tant et tant pour une paix à fin courant d'un peu plus à fin juin, de davantage à fin juillet, et ainsi de suite. De plus, il faudrait qu'il sût d'une manière quelque peu certaine quelle serait la situation de l'Allemagne au terme fixé; il ne devrait pas connaître seulement la situation militaire sur terre et sur mer, mais aussi l'état de la récolte allemande. Il a naturellement des appréciations définies sur tous ces facteurs qui lui permettent d'établir avec l'empereur et Hindenburg un croquis de buts de guerre qui conservera sa valeur « rebus sic stantibus ». Mais ce ne sont et cela ne restera que des suppositions qui, en réalité, peuvent être corrigées dans un sens favorable ou défavorable et qu'il ne peut, par conséquent, pas livrer à la publicité pour ne pas se laisser lier.

Bund, 17.V.17. — La situation des neutres vue d'Italie:

Tandis que l'« Idea nazionale » et le « Giornale d'Italia » voient dans l'interdiction d'exportation annoncée par l'Amérique une aide directe et efficace apportée à l'Entente contre la guerre sous-marine allemande, et disent que les neutres auraient dû s'attendre à cette mesure après avoir repoussé l'invitation de Wilson de prendre parti en commun contre la guerre sous-marine, la feuille napolitaine « Mattino » conseille de n'user d'une mesure aussi violente qu'avec circonspection. Tous les belligérants, dit-il, ne sont pas à 4000 milles des neutres en question et la conduite de ces derniers ne saurait justifier toute mesure prise contre eux. Ainsi, on ne saurait reprocher à la Suisse, placée depuis si longtemps déjà sous le contrôle de l'Entente, d'avoir favorisé la force de résistance de l'Allemagne dans une mesure non permise. L'Italie surtout n'a aucun intérêt à voir la Suisse, sa plus prochaine voisine, accueillie dans le camp ennemi par des mesures draconiennes. Si l'interdiction d'exportation américaine venait du reste à être appliquée, il faut espérer qu'elle signifierait avant tout une détermination plus équitable et plus égale des fournitures aux neutres.

Vaterland, 18.V.17:

Les événements russes provoquent les craintes les plus sérieuses à Londres, Paris et Rome. Les journaux se laissent aller à de sombres commentaires, se plaignent de « trahison » et relèvent expressément que la Déclaration de Londres sur la paix séparée conserve toute sa valeur pour la nouvelle Russie et que celle-ci ne saurait s'en écarter. Mais dans des cercles russes très étendus on pense autrement, et on déclare ne pas être lié par la convention du tsar; on veut diriger le nouveau cours des choses uniquement dans l'intérêt de l'Etat russe.

TURQUIE

L'abondance des matières nous oblige à reporter au prochain Numéro les extraits de journaux turcs déjà composés.

TAILLEUR POUR DAMES
ET MESSIEURS

S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

Maison Charrière

47, Rue des Eaux-Vives :: Genève

Tabacs, Cigares, Cigarettes

Spécialité de

Tabacs Hollandais pour la pipe

AU RUBIS



MAROQUINERIE FINE



BIJOUTERIE
FANTAISIE



GALLÉ DE NANCY



RUE DU RHONE, 90

Revue Diplomatique et Consulaire

ZURICH, Mühlebachstrasse, 166

Spécimen gratuit. - Abonnement par an : 10 francs.



Halle aux Meubles

6, Rue de Berne, 6

GENÈVE



Ameublements



Trousseaux complets



Rideaux

